This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

**Usage guidelines**

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

**About Google Book Search**

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

**A propos de ce livre**

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

**Consignes d'utilisation**

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

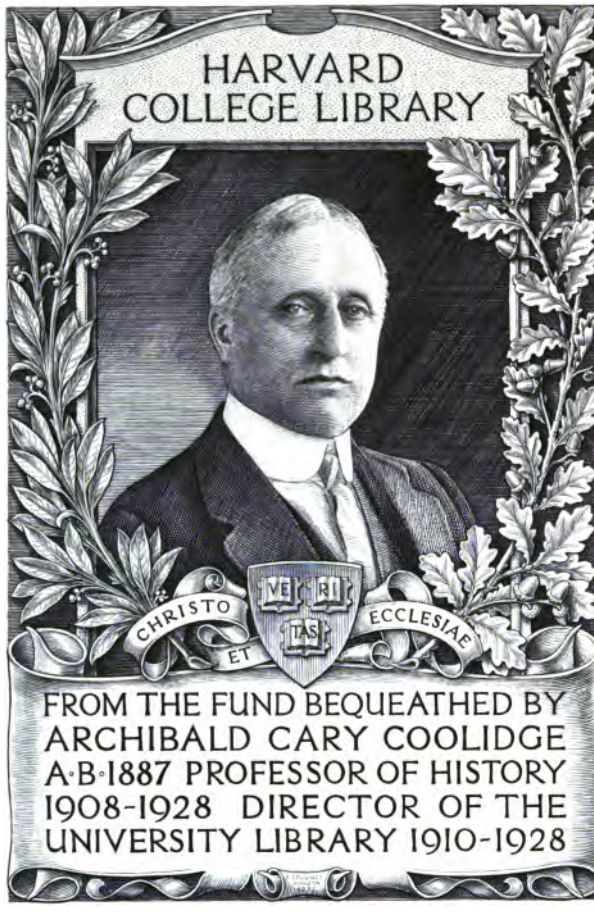
+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

**À propos du service Google Recherche de Livres**

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

Slav 7274.2




Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

# SUSTINE

ET

# ABSTINE.

Prag.
In Commission der J. G. Calve'schen Buchhandlung.

1859.

Digitized by Google

## Berichtigungen.

Seite 4 Zeile 8 v. o. soll es statt eben sagen heißen: eben nicht sagen
„ 5 „ 7 v. u. fehlt hinter besser ein Komma.
„ 14 „ 4 v. u. soll es statt Beiſzer heißen Beſitzer
„ 15 „ 1 u. 2 v. o. soll es statt landwirthschaftliche heißen landtäfliche.

Digitized by Google

# SUSTINE

ET

# ABSTINE.

Prag.
In Commission der J. G. Calve'schen Buchhandlung.

1859.

Digitized by Google

Slav 7274.2

Druck der k. k. Hofbuchdruckerei von Gottlieb Haase Söhne in Prag.

Digitized by Google

# Vorwort.

Motto: Und immer grünen noch die alten Eichen,
Denn was entsproß dem väterlichen Grund
Wird sicher, wenn der edle Kern gesund,
Noch spätere Jahrhunderte erreichen!

Zu Ende des Jahres 1848 richtete ich an einen meiner Freunde ein Schreiben, betreffend die Stellung des grundbesitzenden Adels zu seinen ehemaligen Unterthanen!

Jenes Schreiben bildet die Grundlage meines heutigen Gegenstandes! Es drängte mich damals unwiderstehlich einen herzhaften Ruf zu thun; denn Zaghaftigkeit über die Ereignisse des Jahres 1848 einerseits — Entrüstung über die (mitunter) als undankbar erwiesenen Unterthanen andererseits, endlich Kränkung über (illegal) verlorene Rechte, ließen mich besorgen, daß die Spaltung zwischen den adelichen Grundherren



Digitized by Google

Slav 7274

Druck der k. k. Hofbuchdruckerei von Gottlieb Haase Söhne in Prag.

Digitized by Google

# Vorwort.

Motto: Und immer grünen noch die alten Eichen,
Denn was entsproß dem väterlichen Grund
Wird sicher, wenn der edle Kern gesund,
Noch spätere Jahrhunderte erreichen!

Zu Ende des Jahres 1848 richtete ich an einen meiner Freunde ein Schreiben, betreffend die Stellung des grundbesitzenden Adels zu seinen ehemaligen Unterthanen!

Jenes Schreiben bildet die Grundlage meines heutigen Gegenstandes! Es drängte mich damals unwiderstehlich einen herzhaften Ruf zu thun; denn Zaghaftigkeit über die Ereignisse des Jahres 1848 einerseits — Entrüstung über die (mitunter) als undankbar erwiesenen Unterthanen andererseits, endlich Kränkung über (illegal) verlorene Rechte, ließen mich besorgen, daß die Spaltung zwischen den adelichen Grundherren



Digitized by Google

und dem Landvolke immer größer und endlich' unheilbar werden dürfte.

Ich that denn nun den herzhaften Ruf, und zwar in der Weise, daß ich den oberwähnten Brief in einer bestimmten Anzahl Exemplare drucken ließ, und diese an alle mir bekannte Herren des grundbesitzenden Adels sandte.

Nun könnte ich eben sagen, daß der Erfolg dieses Sendschreibens ein erfreulicher gewesen.

Wieder eine Flugschrift! hieß es da: „Sollen wir also noch mehr verschenken!" tönte es von andern Seiten! — Manche sahen in dem angestrebten patriarchalischen Verhältnisse nur Stoff zu einem Schäfer-Ballete! Einige Wenige drückten mir beim Wiedersehen die Hand, und hatten mich verstanden.

Es ist somit nicht der Vorgenuß schriftstellerischen Erfolges, der mich jetzt die Feder zur Hand nehmen läßt, um meinen Standesgenossen das zu sagen, was ich noch auf dem Herzen habe! Es ist der Drang des redlichen Mannes, auch mit den schwächsten Kräften

Digitized by Google

dazu beizutragen, daß jeder Stand seine Mission erkenne und erfülle.

Vergebens wartete ich im Jahre 1848 auf eine Stimme, die meine Gefühle besser wieder zu geben berufen wäre, als ich es zu thun vermochte. Und abermals vergebens harre ich jetzt! Manch' schwunghaftes Gedicht erklang, welches in jedem ritterlichen Herzen Wiederhall finden mußte. Manch' gutes wohlmeinendes Wort ward geschrieben, welches unseren Stand zur Thätigkeit im Staatsleben ruft. Aber keine dieser weisen biederen Stimmen sagte: So kann — so soll der Adel wirken! Ich bin nicht so vermessen zu glauben, daß meine Stimme diejenige sein werde, die berufen ist, den einzigen und wahren Weg zu weisen; aber es wird doch endlich eine Stimme sein, und vielleicht ruft sie ein Echo wach, welches klarer, besser begeisternder tönet als der erste Ruf.

Somit sende ich getrost das Büchlein über die Zugbrücken der alten Burgen wie in den weinumrankten Eingang des modischen Landhauses. Klopfte einst hoch auf manch' feuriges Herz, wenn der Barde in geschmückter Halle die Lieder von der Tafelrunde sang,

Digitized by Google

und zu nacheiferndem Wandel rief, so möge denn nun auch manch' treu-österreich'sches Ritterherz aus diesen Zeilen mit erkennen, daß unsere, in Erz gewappneten Väter uns an Ehre und Grundbesitz ein Erbe ließen, auf dem frommer Sinn und frischer Muth inmitten des nüchternen Jahrhunderts getrost seinen Anker werfen und der Zukunft entgegensehen kann. Und nun zur Sache.

Digitized by Google

Die Frage, ob eine Monarchie eines kräftigen Adels bedürfe? werde ich nicht erörtern. Ich halte denselben darin für nöthig, weil durch ihn die Classen-Abstufung ergänzt wird, deren eine Monarchie bedarf, um den obersten Schluß und Ausgangspunkt im Throne zu finden!

Diesen in der Gliederung der Bevölkerung nöthigen Bestandtheil — einen kräftigen Adel zu bilden, ist unsere Aufgabe!

Daß einst der Adel eine große Macht war, und wodurch er es gewesen, übergehe ich, als genugsam bekannt, ebenso die Art und Weise, wie besagter Adel mit dieser Macht fertig wurde; aber fertig ist er nun einmal damit geworden, und hat davon nichts mehr übrig behalten, als:

Den geschichtlichen Glanz, der im Geiste seiner Mitbürger lebt! dann

Sein geschichtliches Bewußtsein, und endlich

Seinen Grundbesitz!

Auf dieser dreifachen Basis allein (denn sie ist die einzige, noch für ihn bestehende) kann ein tüchtiger, dem Staate nützlicher und in seiner Existenz ungefährdeter Adel dermalen seine Stellung einnehmen.

Digitized by Google

Der Monarch könnte demselben allerdings Rechte octroyiren, diese würden uns aber unter den jetzigen Verhältnissen eben so wenig frommen, als dem Staate, zu dessen Nutzen wir diese Rechte auszuüben hätten. Denn politische Rechte können nur dem wohl bekommen, der politische Macht besitzt, und Oesterreichs Adel hat (als Solcher) keine politische Macht mehr, ja! er ist so zu sagen, in seiner Wirkung kaum mehr als Stand zu betrachten, und muß (will der Monarch auf ihn als auf einen Grundpfeiler des Staates zählen können), erst wieder zum Stande gebildet werden!

Edelleute würde unser Herr und Kaiser finden, in der Armee, auf ihren Gütern, selbst hie und da im Civildienste; aber einen Adel nicht!

Wie wäre dieser aber wieder zu einem für Kaiser und Vaterland nützlichen Stande heranzubilden?

Als Landstände.

Das Institut der Landstände hat sich — wenn gleich in seiner geschichtlichen und Rechts-Basis sehr beachtungswerth — doch in der Form und Wirksamkeit, die es in den letzten Decennien vor 1848 hatte, nicht bewährt!

Es war nur mehr ein verstümmeltes Denkmal, mit hochtönender, aber unpraktischer Berechtigung, und müßte entweder durch Octroyirung, oder durch einen Vertrag zwischen der Krone und den Berechtigten zu einem lebensfähigen Institute umgemodelt werden. Die Schwierigkeit dieser beiden letztgenannten Wege, so wie

Digitized by Google

die noch größere — ein derlei neuzubelebendes Institut mit den Wünschen der andern Bevölkerungs-Classen in Einklang zu bringen, veranlassen mich von der Wiederherstellung des ständischen Instituts abzusehen, wohl aber dasselbe in Berücksichtigung seiner geschichtlichen Berechtigung als Grundlage eines neuzubildenden berathenden Körpers dringend zu empfehlen, worauf ich in der Folge zurückkomme.

Als Oberhaus in einer constitutionellen Verfassung

Als Oberhaus (oder mit einer derartigen Benennung geschmückt) kann ich mir Oesterreichs Adel nicht gut vorstellen! denn eine constitutionelle Verfassung, in welcher der Adel als ein Theilträger der obersten Staatsgewalt vertreten sein soll, muß nach meiner Ueberzeugung aus jener Zeit herrühren, wo sich die losen Gewalten zum Staatsleben kristallisirten, und hierdurch einen Staat constituirten! — Diese sind die einzigen auf Wahrheit gegründeten Verfassungen.

Seit aber mit dem Ende des vorigen Jahrhunderts das Phantom der modernen Constitutionen auftauchte, welches von der Bourgeoisie erfunden, von theoretisirenden Philistern großgezogen, die Vertretung der zahlreicheren Classen verlangte, welches die geschichtliche Berechtigung zur Repräsentation siegreich verdrängte, und sich auf Massen stützend — für die Massen den Antheil an der obersten Staatsgewalt ertrotzte, da war das Recht der Stimmenmehrheit zur Geltung gebracht.

Digitized by Google

Das Bürgerthum (ich nehme hier lieber den französischen Namen) — die Bourgeoisie, welche nun freilich in den Gässen der Städte, wo derlei Constitutionen gebraut wurden, die Mehrzahl bildete, vergaß, daß hinter ihr noch hundertmal größer Massen gar bald das „im Namen der Menschenrechte" errungene Recht der Stimmenmehrheit siegreich ihren schwachen Händen entreißen würden.

Mit diesen Verfassungen hatte man der socialistischen Republik das große Stadtthor geöffnet.

Auf dieser Basis kann ich nun für Oesterreichs Adel keinen Platz für ein Oberhaus finden. Ein octroyirtes Oberhaus kann ich nicht denken, weil eine wahre Verfassung nur auf einem Vertrage der Mächte im Staate, nicht aber auf einem einseitigen Gnadenacte beruhen kann.

Der gesetzliche Boden, welcher dem Adel einen Antheil an der obersten Staatsgewalt gewähren sollte, wenn eine constitutionelle Staatsform zu Stande käme, ist in allen Kronländern längst weggeschwemmt, und Ungarn, welches ihn bis zum Jahre 1848 bewahrte, hat mit selbstmörderischer Hand sein tausendjähriges Zauberschloß eingerissen, welches sich zu seiner alten Form ebenso schwer wieder gestalten kann, als der Schutt des Capitols nimmer zu einem alten Rom erstehen wird.

Ich glaube somit keinen voreiligen Schluß zu ziehen, wenn ich die Uiberzeugung ausspreche, daß Oesterreichs

Digitized by Google

Adel weder durch eine geschichtliche, noch durch eine moderne Constitution zur lebenskräftigen, nützlichen Wirksamkeit gebracht werden solle und könne.

Da ich nun den leichteren Theil der Frage behandelt habe, nämlich: das was nicht zu geschehen hätte, so gehe ich nun zum ungleich Schwereren über: „Was gethan werden könne!“

Um dieß in anschaulicher Weise zu entwickeln, muß ich den Adel in seiner zweifachen Beziehung betrachten, nämlich: in jener des Adels zum Staate und sodann in der Beziehung der Mitglieder des Adels untereinander, als Körperschaft.

I. zum Staate.
II. als Körperschaft.

In dieser ersteren politischen Beziehung des Adels als Theil des Grundbesitzes, kann ich selbstverständlich nur vom besitzenden Adel sprechen, und muß hier vom nichtbesitzenden ganz abstrahiren, da dieser wohl zum Adel als Körperschaft, nicht aber in jener Classe seines Standes wirksam sein kann, welche als Bestandtheil eines Hauptstandes im Staate berufen ist, eine politische Stellung darin einzunehmen.

ad I. Als Theil des Grundbesitzes zum Staate.

Da ich schon zuvor meine Ansichten über Constitutionen deutlich aussprach, so ist es selbstverständlich, daß ich für den grundbesitzenden Adel Oesterreichs (wenn ich von politischer Stellung desselben spreche) darum doch keine politischen Rechte zu erlangen strebe, denn diese letzteren bedingen eine Theilung der obersten Staatsgewalt, und diese will und kann ich in Oester-

Digitized by Google

teich nur ungetheilt in der Hand des Monarchen denken!

Wohl aber halte ich es für sehr wünschenswerth, daß der Monarch in der Lage wäre, die treuen Stimmen aus seinen Kronländern über die Bedürfnisse derselben, deren Besteuerung, Gesetzgebung (u. dgl.) directe, das ist nicht durch die Regierungs-Organe, vernehmen zu können. Nicht deßhalb directe, weil ich etwa meinte, daß die Regierungs-Organe ihrem Herrn und Kaiser diese Angelegenheiten minder wahr und weise darstellen, was ich durchaus keinen Grund zu vermuthen habe, sondern weil der wohlwollende Landesherr derlei wichtige Gegenstände aus einem zweifachen Standpunkte beleuchtet sehen wird. Die Regierungs-Organe sehen dieselben vom Standpunkte der centralisirenden Gewalt, welche die nothwendige Einheit und kräftige Beweglichkeit des Staates begründet. Die Stimme des Grundbesitzes hebt die Kräfte und Eigenheiten seines Kronlandes hervor, und vermittelt die Anpassung der allgemeinen Staatsgrundsätze auf die besonderen Verhältnisse des Kronlandes.

Da diese Stimme nur berathend ist, so hindert sie die Staatsverwaltung nicht in ihrer durchführenden Wirksamkeit, hält aber mit der dem Grundbesitze jeder Provinz eigenen Zähigkeit eine allfällige, vorschnelle, verletzende Einrichtung auf, welche so oft, wenn auch ihrem Wesen nach zweckmäßig, durch die ge-

Digitized by Google

neralisirende Anpassungsweise ihren Zweck verfehlt, und im Gegentheile, wenn auf die Sonderheiten des Kronlandes Rücksicht genommen wird, ganz entsprechend durchgeführt werden kann.

Durch diese zweifache Beleuchtung kann daher der Monarch wie seine Lande nur gewinnen.

Die Gnade des Kaisers würde nun dem Grundbesitze jedes Kronlandes 3 Satzungen zu ertheilen geruhen, und zwar:

I. Satzung für den Grundbesitz der Kronlande.

Erstens: daß der Grundbesitz jedes Kronlandes sich als Körperschaft constituire. Nun muß ich in vornehinein erklären, daß die Bildung dieser Körperschaft durchaus nicht für alle Kronlande gleichförmig geschehen kann. Die ehemaligen Landstände könnten wohl in dieser Beziehung einen Wegweiser bieten, und unter diesen wieder wäre die ständische Verfassung von Tyrol vielleicht diejenige, welche nicht nur für dieses Kronland unverändert in Wirksamkeit bleiben, sondern für die Errichtung der übrigen Körperschaften des Grundbesitzes benützt werden könnte. Jedenfalls könnten die ständischen Institute hier als Grundlage dienen und nach den Bedürfnissen der Kronlande ausgebildet werden. Nur müßten gewisse Principien festgestellt werden, und zwar vor Allem:

a) Würde die Körperschaft des Grundbesitzes in jedem Kronlande durch ein eigenes k. k. organisatorisches Statut geregelt, welches den Grundsatz ausspricht,

Digitized by Google

auch zugleich die Befugniß involvirte, darüber zu wachen,

a) Landtafel-Führung. daß die landtäflichen Gülten nur durch Landtafelfähige nach den vor dem Jahre 1848 geltenden Vorschriften erworben und besessen werden.

Es ist selbstverständlich, daß dieß unbeschadet derjenigen geschehen würde, welche (obgleich nicht landtafel-

b) Ausschluß der nicht Landtafelfähigen vom Besitze der landtäflicher Güter. fähig) in der Zwischenzeit von 1848 bis zur Erscheinung dieser Satzung landtäfliche Gülten erworben haben, da diese Satzung nicht zurückwirken könnte!

Für die Zukunft könnte eine solche Erwerbung von nicht Landtafelfähigen nur über ein Rescript des Monarchen geschehen. Diese Satzung Nr. II ist nur für Kronländer, wo eine Landtafel besteht.

III. Satzung für den Grundbesitz der Kronlande. Die 3. Satzung, welche für die Körperschaften des Grundbesitzes erbeten würde, wäre, daß diese sämmtlichen Körperschaften der Monarchie das Recht erhielten, sieben Reichsräthe zu wählen. Die Reichsräthe der Kronländer hätten die Befugniß zu verlangen, daß sie:

a) In Sachen der Gesetzgebung und Besteuerung ihr Kronland betreffend, zu Rathe gezogen werden, und wenn diese Angelegenheiten verhandelt werden, dem Reichsrathe beizuwohnen, so daß diese Gegenstände ohne ihr Gutachten nicht zur Schlußfassung kämen.

b) Sr. Majestät directe, d. i. ohne Dazwischenkunft der Regierungs-Organe, über den Zustand, die Bedürfnisse und Anliegen des Kronlandes, (welches sie wählt) unterthänigste schriftliche Vorträge machen zu

Digitized by Google

dürfen, dieß aber nur über solche Gegenstände, welche von der Körperschaft des Grundbesitzes zu Anträgen erhoben wurden (nicht über Vorschläge, die vom Reichsrathe selbst ausgingen).

c) Der Reichsrath erhielte von der Gnade seiner Majestät die Berechtigung, in Fällen, wo seine Ansichten über einen sein Kronland betreffenden Gesetz-Vorschlag von der Ansicht des Ministeriums oder der übrigen Mitglieder des Reichsrathes divergiren, vor Promulgirung dieses Gesetzes Sr. Majestät einen persönlichen, unterthänigsten Vortrag machen zu dürfen. Dieß Recht wäre ausdrücklich nur bei Gesetz-Vorschlägen anwendbar.

d) Der Reichsrath hätte seinen Sitz in der Residenz zu nehmen, um in der Lage zu sein, mit den Spitzen der k. k. Behörden verkehren zu können.

e) Der Reichsrath correspondirt mit dem Ausschusse seines Wahlkörpers mittelst Noten; der Ausschuß ist gehalten, dem Reichsrathe über alle Anfragen Auskunft zu geben; alle vom selben über die Provinz verlangten Erhebungen zu machen; so wie endlich dem Reichsrathe halbjährig einen Bericht über die im Zuge befindlichen laufenden Geschäfte, so wie über die politischen, finanziellen und materiellen Zustände des Grundbesitzes seines Kronlandes, einzusenden.

f) Der Reichsrath hat nach seiner 3jährigen Wirksamkeit bei der Plenar-Versammlung seines Wahlkörpers



Digitized by Google

sein Amt niederzulegen, über seine Wirksamkeit zu berichten, Aufklärungen über dieselbe zu ertheilen.

g) Der abtretende Reichsrath kann wieder gewählt werden.

h) Der Neu-Antretende übernimmt die zu Anträgen erhobenen Beschlüsse der Plenar-Versammlung, um selbe zur Verhandlung der k. k. Ministerien zu bringen.

i) Der Reichsrath, so wie die Ausschüsse beziehen keine Gehalte von der Krone, sondern (wenn nöthig) erhalten selbe ihre Subvention von Seite ihres Wahlkörpers.

Solche Reichsräthe wären Sieben, und würden gewählt von den Körperschaften der Provinzen, und zwar:

| | | | |
|---|---|---|---|
| Ungarn und Siebenbürgen | wählte | 1 | Reichsrath |
| Galizien und Bukowina | „ | 1 | „ |
| Croatien, Slavonien, Dalmatien, Illyrien | „ | 1 | „ |
| Böhmen mit Mähren | „ | 1 | „ |
| Innerösterreich mit Steiermark | „ | 1 | „ |
| Lombardei mit Venetien | „ | 1 | „ |
| Tyrol mit Vorarlberg (wegen seiner ganz besonderen Verhältnisse und erprobten Haltung) | „ | 1 | „ |

Wahlart der Reichsräthe.

Die Wahl der Reichsräthe würde durch Stimmenmehrheit und zwar absolute Stimmenmehrheit der stimmfähigen Mitglieder der Körperschaften des Grundbesitzes in den Kronlanden gewählt, und da wo mehreren Kron-

Digitized by Google

landen zusammen die Wahl eines Reichsrathes zusteht, würde in jedem der hierzu vereinten Lande eine Terna gewählt, welche (3 Wahlmänner) sich mit den Ternen der Uibrigen an einem Ort versammelt, und gemeinschaftlich zur Wahl des Reichsrathes ihrer vereinten Kronlande schreitet; diese müßte aber sodann einstimmig sein.

Hierbei wäre die billige Rücksicht zu nehmen, daß der Reichsrath jedesmal aus einem anderen der zur Wahl vereinten Kronlande genommen werden dürfe, z. B. Ungarn mit Siebenbürgen vereint, würde jedes 3 Wahlmänner mit absoluter Stimmenmehrheit wählen, diese 6 Wahlmänner sich an einem Orte zur Wahl des Reichsrathes vereinen, und diesen sodann einstimmig wählen. Nach der abgelaufenen 3jährigen Amtirung des z. B. aus Ungarn gewählten Reichsrathes könnte Siebenbürgen verlangen, daß bei der nächsten Wahl ein Siebenbürger gewählt werde. Diese Alternirung wäre natürlich nur ein Recht, von dem die vereinten Kronlande Gebrauch machen können oder nicht.

Da ich nur über die Stellung des Adels als solcher und als Theil des Grundbesitzes mir zu sprechen erlaube, so kann ich auch nur über die Stellung dieser Körperschaften zum Staate meine Meinung sagen, und enthalte mich ganz von der Beurtheilung der Stellung, welche die andern Stände dem Staate gegenüber einzunehmen hätten; nur würde ich wohl ohne Anmassung



Digitized by Google

beantragen, daß auch diese nur einen berathenden Einfluß nehmen dürfte, weil der Grundbesitz und der Adel in diesem — in einem Agricultur-Staate, wie Oesterreich es ist — den ersten Stand unter den Staatsbürgern bildet, und sich dennoch mit einem berathenden Einflusse vollkommen begnügt.

Die Beurtheilung, welche Stände oder Körperschaften im Staate noch neben dem Grundbesitzer einen solchen Einfluß bekommen, ob der Handels-, der Gewerbe-Stand ihn erhalten sollen, so wie ferner die Beurtheilung, wie selbe einen derlei Einfluß auszuüben berufen wären, ob ebenfalls durch zu wählende Reichsräthe, oder Räthe von diesen Körperschaften gewählt, und den Ministerien zur Berathung annexirt, oder endlich durch stehende Enqueten, die bei den in ihre Fächer einschlägigen Regierungsmaßregeln vorhinein einvernommen werden müßten — liegt über dem Horizonte meiner Besprechung. Auch erwähne ich dessen nur aus dem Grunde, um dem Vorwurfe zu begegnen, als wollte ich etwa eine berathende Vertretung nur dem Grundbesitze befürworten. Ich formulire blos deßhalb keinen Antrag für die Vertretung dieser andern Stände, weil deren Wirksamkeit, Einfluß und Bedürfnisse meiner Beurtheilung zu ferne stehen.

Es erübrigt mir demnach nur mehr der zweite Theil meiner Aufgabe bezüglich der zu regelnden Verhältnisse des Adels, nämlich die Stellung seiner Mitglieder

Digitized by Google

zu einander und deren Zusammenfassung in eine Körperschaft.

II. Adel als Körperschaft.

In dieser Richtung halte ich es für unerläßlich, die zahlreichen, aber zersplitterten Mitglieder dies Standes zu einem Zwecke, in eine Körperschaft zu vereinen, welche den innern Geist zu erhalten, ein gemeinsames Wirken zu erzielen strebt!

Die Bildung eines Adels-Körpers kann nur unter dem Schutze und mit der Sanction des Monarchen zu Stande kommen.

Obgleich jede Dynastie aus dem Adel hervorgegangen, so hat doch der Regent die hohe Mission, über allen Ständen seines Reiches zu stehen, allen gleich gerecht zu sein.

Wenn also auch der Adel in seinem Herrn und Kaiser den ersten Ritter seiner Lande, sein geistiges Oberhaupt verehrt, so kann der Adel aber doch nur beanspruchen, als eine Classe der Unterthanen den Uebrigen in Rechten und Pflichten gleich gehalten zu sein. Den übrigen Classen von Staatsbürgern ist es nun aber gestattet, unter gewissen gesetzlichen Normen sich in Körperschaften zu vereinen, daher wohl auch der Adel Anspruch machen kann, sich (in den Schranken des Gesetzes) zu einer Körperschaft zu bilden. — Damit aber dieser Adels-Körper seinem Zwecke entspreche und vor seinem Monarchen tüchtig und ehrenrein dastehe, müßte die Gnade desselben eine Regelung des Adels-Institutes

Digitized by Google

sanctioniren, welche ich mir in drei Satzungen zu formuliren erlaube:

I. Satzung.

Es würde durch den allerh. Willen des Kaisers die Errichtung von Adelskammern in jeder Provinz des Reiches angeordnet, welche in der Art gebildet würden, daß jeder großjährige Edelmann, bei einer in der Provinzial-Hauptstadt zu haltenden Versammlung (Provinzial-Synode) durch eigenhändig geschriebene und gefertigte Wahlzettel einen Adelsvorstand und vier Beisitzer wähle. — Diese mit absoluter Stimmenmehrheit gewählten fünf Personen würden Sr. Majestät unterthänigst vorgeschlagen werden.

Adels-Kammer.

Erfolgt die allerhöchste Genehmigung der Wahl, so bilden dieselben vom Tage der Sanction die Adelskammer der Provinz auf 3 Jahre, im Falle der Nicht-Genehmigung müßte eine neue Wahl vorgenommen werden.

Wirksamkeit der Adels-kammer.

Die Provinzial-Adelskammer würde mit folgender Machtausübung betraut, und zwar:

a) Berufung der Adels-kammer.

a) Hat dieselbe das Racht, alle 3 Jahre die ordentliche Provinzial-Synode zu berufen, in welcher die Wahl der Adels-Kammer, deren Geschäfts-Berichte über die Leitung während ihrer Wirksamkeit und Besprechung der Geschäftsgegenstände der Adelskörperschaft der Provinz vorgenommen wird. — Auch hat die Adelskammer das Recht, bei besonderen Landesnöthen, wie z. B. bei Ausbruch eines Krieges, eine außerordentliche

Digitized by Google

Synode zu berufen, was jedoch nur mit Genehmigung des Statthalters der Provinz geschehen darf.

b) Ein weiteres Recht der Adelskammer wäre die Leitung der adeligen Erziehungs-Institute, sowohl die finanzielle Leitung derjenigen, welche aus dem Vermögen des Adels gegründet sind, als auch die Direction sämmtlicher Anstalten, welche zur Erziehung der Kinder des Adels bestimmt sind. b) Haushalt, Erziehung.

Ob auch derlei Institute, welche aus kaiserlichen Fonden gestiftet sind, wie z. B. das Theresianum, unter diese Leitung gestellt werden sollen, würde lediglich von der Gnade des Monarchen abhängen.

c) Hätte die Adelskammer die Verwaltung des dem Adelskörper der Provinz gehörigen Stammvermögens, die Verwendung und Rechnungslegung über die diesfälligen Einkünfte, über welche sie bei der alle 3 Jahre zu haltenden ordentlichen Synode die genauen Vorlagen zu machen hätte. Unter diesem Vermögen wären alle Mobilien und Immobilien zu verstehen, die der Adelskörper der Provinz, als moralische Person, durch Stiftung, Erbschaft, Kauf, Geschenk ꝛc. ꝛc. erwirbt und besitzt. Die bestehenden adeligen Stiftungen können selbstverständlich nur mit allerhöchster Genehmigung und Berücksichtigung der allenfalls darauf bezüglichen Privatrechte hier einbezogen werden. c) Haushalt, Vermögen.

d) Endlich würde der Adelskammer das Adels-Gericht zustehen. d) Gericht.

Digitized by Google

Da der Adel mit jedem Staatsbürger vor dem Gesetze gleich gehalten ist, so bezieht sich diese Gerichtsbarkeit der Adelskammer natürlich nicht auf die Verhältnisse des Civil- und Strafrechtes, sondern nur auf solche, welche außer dem Bereiche dieser Wirksamkeit liegen, dennoch aber so geartet sind, daß der Adels-Körper berufen ist, darauf Einfluß zu üben. Es hätte demnach die Adelskammer das Recht, jeden Adelichen der Pro-

Citiren. vinz ob unehrenhaften Benehmens zu citiren, von selbem über seine Handlungsweise Rede und Antwort zu verlangen, und endlich darüber Recht zu sprechen, wor-

Freisprechen. nach der Inculpirte entweder freigesprochen, oder

Verwarnen. demselben eine Verwarnung ertheilt, oder bei Erweis einer mit der Ehre eines Edelmannes unvereinbarlichen Handlung auf dessen Ausscheidung aus dem Adelsstande angetragen würde.

Ausscheiden. Die Ausscheidung hätte den Verlust des Adels für die Person des Inculpirten zur Folge, könnte aber von der Adels-Kammer nur beantragt werden.

Diese hätte nun zur Durchführung eines solchen Urtheiles einen verstärkten Ausschuß zu berufen, welcher aus 10 Mitgliedern des Adels der Provinz bestünde, und von denen 5 durch die Adelskammer, die andern 5 durch den Inculpirten gewählt würden.

Wenn nun dieser verstärkte Ausschuß von 15 Votanten mit absoluter Stimmenmehrheit das Urtheil der Kammer auf Adelsverlust bestätiget, so wird der

Digitized by Google

Spruch seiner Majestät unterlegt, und tritt erst nach erfolgter allerhöchster Sanction in Wirksamkeit und Rechtskraft.

Die Möglichkeit einer solchen Ausscheidung ist nöthig, um die Standesehre in ihrer strengen Reinheit erhalten, welche (wie die Officiers-Charge) — soll der Geist des Standes bewahrt werden — keinen Mackel ertragen kann.

Dieß wären die Wirkungen der Adelskammer.

II. Satzung.

Eine zweite Satzung würde bestimmen:

Daß jeder Edelmann der Monarchie in eine Provincial-Synode sich eintragen lasse.

Eintritt jedes Edelmannes in eine Synode.

Zu diesem Behufe wird bei jeder Provinz-Adels-kammer ein Registerbuch (Adels-Matrikel) geführt, in welches der Name des Eintrittes, des Austrittes (Tod) der Edelleute der Provinz vorgemerkt würde.

Der Grundbesitz macht hier für die Bekennung eines Adeligen zu dieser oder jener Provincial-Synode keinen Unterschied, indem der Besitz von Grund und Boden wohl in der ersten Beziehung des Adels zum Staate, nicht aber in der zweiten derselben als Körperschaft, in Anbetracht kömmt.

III. Satzung über Erwerbung des Adels.

Die dritte Satzung, welche wir nun noch von der Gnade des Monarchen zu erbitten hätten, wäre:

Die allerhöchste Sanction des Grundsatzes, „daß zur Verleihung des Adels ein solches Verdienst erforderlich sei, welches die ritterliche Eigen-



Digitized by Google

schaft des Erwerbers beurkundet, nämlich entweder:

a) Besonderer Muth oder,

b) besondere, mit Aufopferung verbundene Treue!

Die Erhebung in den Adelsstand muß selbstverständlich ein ausschließliches Prärogativ der Krone sein, und gewiß wird der ganze Stand mit Freuden ein neues Mitglied begrüßen, welches durch die gnädige Anerkennung seines Monarchen in Anbetracht seiner Verdienste und Eigenschaften unseren Reihen einverleibt wird.

Wir können uns keinen schöneren Titel zur Erwerbung des Adels denken, als das Theresienkreuz, dann jene Orden, welche auf dem Felde der Ehre oder für Civil-Verdienste verliehen, in ihrem Träger einen Mann bezeichnen, dessen Rittermuth und Treue ihn über die gewöhnliche Erfüllung der Bürgerpflicht erhob! Daß ein gekaufter Adel den Stand nur herabsetze, brauche ich wohl nicht nachzuweisen.

Gewiß ist ein Nachwuchs neuer Adels-Geschlechter wünschenswerth und nöthig, wenn dieser in oberwähnter Weise geschieht. Ist aber die Erwerbung nicht auf dem Geiste des Ritterthumes gegründet, so verringert sich der Werth, und erschwert sich die Erhaltung der — dem Stande unerläßlichen Gediegenheit.

Dieß wären die Grundzüge, welche ich für geeignet halte, um den Adel zur Körperschaft heranzubilden.

Digitized by Google

Ich glaube somit die zweifache Stellung angedeutet zu haben, welche Oesterreichs Adel einzunehmen berufen ist, um eine selbstständige, ehrenvolle und gemeinnützige Wirksamkeit zu haben! Gewiß ist es erfreulich, wenn viele Mitglieder des Adels in der kaiserlichen Armee und im Civil-Dienste Ersprießliches leisten; wenn sich aber die Thätigkeit dieses Standes nur auf diese Fächer beschränkt, und derselbe nicht in der Lage ist, aus eigener Kraft eine Stellung im Staatsleben einzunehmen, so wird zuletzt ein Hof-Adel daraus, in welchem die übrigen Staatsbürger nur Stellen-Jäger und eine protegirte Kaste sehen. Der Adel bedarf der Gnade seines Monarchen, und die Existenz dieses Standes ist mit dem monarchischen Principe identificirt, aber ein Hofadel, der nur auf dieser Gnade beruht, ist eine Schlingpflanze, an der die Monarchie keine Stütze hat.

Vermag unser Stand die in diesen Blättern dargestellte zweifache Mission zu erfüllen, so kann das Ritterthum auch im neunzehnten Jahrhunderte nützlich dastehen für Kaiser und Vaterland, unter dem Schutze seines Monarchen, aber dennoch ohne besondere Begünstigung im Bewußtsein der eigenen Kraft, die in seiner Ehre und seinem Grundbesitze ruht!

Ein österreichischer Edelmann.

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Druck der k. k. Hofbuchdruckerei von Gottlieb Haase Söhne in Prag.

Digitized by Google

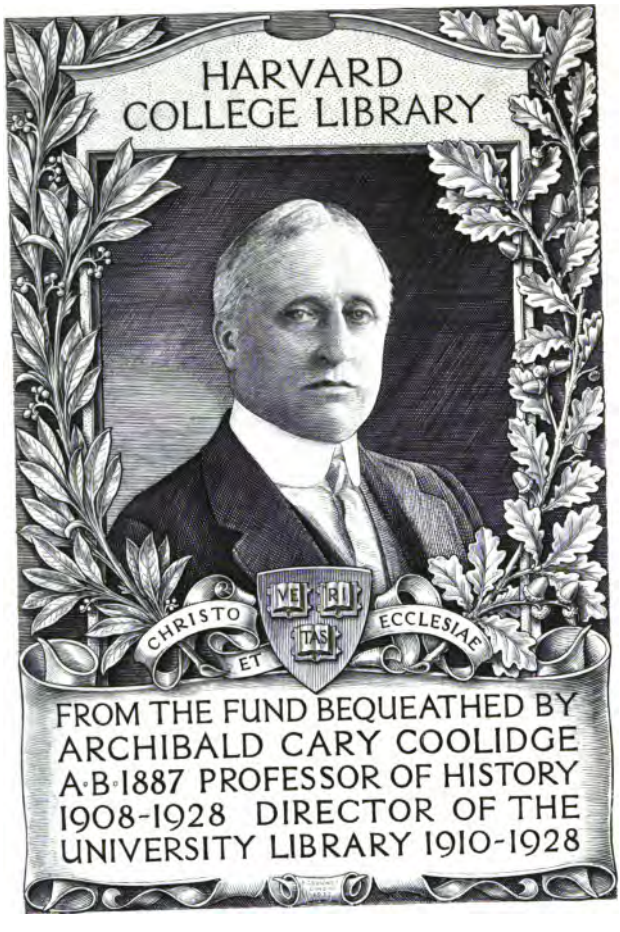
Austr.
IX/71

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Slav 7274.4




Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

# Bemerkungen

über

# Verhältnisse des böhmischen Adels.

## 1860.

Prag 1861.
Franz Rziwnatz.

Digitized by Google

Digitized by Google

# Bemerkungen

über

# Verhältnisse des böhmischen Adels

# 1860.

Prag 1861.
Franz Ziwnatz.

Digitized by Google

Slav 7274.4

HARVARD COLLEGE LIBRARY
FROM THE
ARCHIBALD CARY COOLIDGE
FUND
June 26, 1925

F

Druck der k. k. Hofbuchdruckerei von Gottlieb Haase Söhne.

Digitized by Google

Les eclaireurs en avant!

So lautet der Ruf des Heerführers, wenn kampflustige Krieger sich in Reihen gegenüber aufstellen. Bald da bald dort knallt ein Schuß, hier hört man die Trompeten heranziehender Reiter schmettern, in anderer Richtung den dumpfen Wirbel der Trommeln, den Ruf der Wachen, das Geräusch der rollenden Wagenräder. Dieß Alles sind Vorbereitungen für die nahe Schlacht.

In den aufgeregten Zeiten eines beginnenden politischen Kampfes, in welcher sich Parteien bilden, Streitlustige sich für die Rednerbühne vorbereiten und mit geistigem Auge sich messen, gibt es auch eclaireurs, welche die ersten Schüsse abfeuern. Es sind dieß die Broschürenschreiber. Dieser Umstand ist Ursache und diene mir zur Entschuldigung, daß ich einen in deutscher Sprache verfaßten Aufsatz mit französischen Worten beginne. Das deutsche Wort Plänkler scheint mir nicht ganz mit dem französischen Ausdruck eclaireur übereinzustimmen, der von eclairer, beleuchten, stammt. Unsere Broschürenverfertiger aber haben insbesondere die Absicht, ihre Leser über die eingeschlagene politische Richtung aufzuklären, die Gründe, welche ihre Wahl bestimmten, die eine oder die andere Partei zu ergreifen, sollen in dem hellsten Lichte erscheinen, und wenn es mit dem natürlichen Sonnenlichte nicht geht, so nimmt man zu dem künstlichen blendenden bengalischen Feuer seine Zuflucht.

Der Umstand, daß im Jahre 1860 nach Christi Geburt wieder eine bedeutende Anzahl dergleichen Raqueten abgefeuert werden, zuerst einzeln, dann immer häufiger und gedrängter, dürfte wie so manches andere in der menschlichen Gesellschaft auf eine steigende Aufregung und daher auf nahender Stürme deuten. Der Schuß, welcher mich zu Aufzeichnung folgende



Digitized by Google

Bemerkungen veranlaßt und der vor kurzer Zeit abgefeuert wurde, nahm die Gestalt eines nicht umfangreichen Heftes an, das den Titel führt: „Nach dem Reichsrathe, eine Stimme aus Böhmen."

Bevor ich weiter schreite erlaube ich mir das Bekenntniß auszusprechen, daß mir stets die Wahrnehmung, Verwechslung des Gegenstandes, um den es sich handelt, mit gewissen Persönlichkeiten höchst peinlich ist, daß ich es als äußerst verwerflich betrachte, widersprechenden Ansichten stets gehässige Motive unterzuschieben oder sogar die Gegner mit Gift und Galle zu überschütten und sie der öffentlichen Verachtung preis zu geben, wie leider unsere politische Tagespresse so oft mit größtem Eifer sich bemüht. In unserer so aufgeklärten Zeit sollte man wohl es vermeiden, sich mit Caraiben und Gallas auf gleiche Culturstufe zu stellen. Das Schießen mit giftigen Pfeilen könnte man den fernen Barbaren überlassen. Schlechten und unehrlichen Thaten, die Sitte und Recht in den Abgrund zu stürzen drohen, kann insbesondere bei den verworren Zuständen der Gegenwart jeder Mann von Ehre nie kräftig und bestimmt genug entgegen treten; Meinungen aber sind nur durch Gründe zu bekämpfen.

Was nun das kleine Büchlein anbelangt, das ich zum Gegenstand dieser Besprechung wählte, so bin ich bereit, dem Verfasser desselben meine vollste Achtung auszusprechen. Seine Schrift flößte mir lebhaftes Interesse ein, vorzüglich deßhalb, weil ich mit ihrem Urheber in der Hauptsache übereinstimme, in der warmen Liebe und Anhänglichkeit zu unserem theuern böhmischen Vaterlande und in den Auerkennungen der Leistungen vergangener Zeit. Die Stimme aus Böhmen widerspricht übrigens durch ihre Beschaffenheit der Bedeutung des Ortsnamens, von welchem sie stammen soll. Der Verfasser sagt nämlich, sie sei aus dem Orte Onewitz. Ich müßte dann die meine aus Mitwitz datiren. Dieß würde wenigstens auf gleiche Weise eine der Wahrheit vollkommen entgegengesetzte Andeutung sein. Das übergroße Bestreben, mich in keiner Hinsicht von demjenigen zu entfernen, welches ich für wahr ansehe, muß mich abhalten, dem angeführten Beispiel zu folgen. Meine Bemerkungen und Einwürfe sollen ganz schlicht und einfach in aller Bescheidenheit vorgebracht werden. Ohne auf die fernen Tage Athen's und Lycien's, Hippias und Aristogiton's zurückzukommen, werde ich nur in der neuern Zeit verweilen.

Der Verfasser, welcher „nach dem Reichsrath" schrieb, verwirft die

Digitized by Google

Majoritätsbeschlüsse desselben gänzlich. Ich gestehe, daß ich diesen unbedingten Verwerfen der an das Historische und früher Bestandene, anknüpfenden Entscheidungen meine Billigung versagen muß. Weßhalb findet die Stimme aus Böhmen die Ansichten der Majorität so tadelnswerth? warum soll die Ausführung dieser letztern dem Staate und dem Vaterlande Unheil bringen? — Wenn man die Schale vom Kern scheidet, so besteht die Begründung dieser Meinung in nichts anderm als in der Annahme, die Majorität der Reichsräthe sei in einseitiger Richtung vorgegangen, habe dem eigenen Vortheil das Allgemeine untergeordnet, kurz sie bestehe aus einer Adelsfraktion, deren Absichten ohnedem von allen sogenannten liberalen und populären Blättern selbstverständlich in vorhinein verdächtigt und verworfen werden. Und doch darf der Verfasser der genannten Broschüre nicht mit den Organen der immer mehr anwachsenden, oftmals unzurechnungsfähigen Menge verwechselt werden, die aus angeborener oder vielmehr anerzogener Neigung alles höher Stehende herab zu zerren sich eifrigst bemühen. Der geehrte Urheber der besprochenen Schrift und mit ihm gewiß eine große Anzahl derjenigen, die mehr oder weniger seine Gesinnungsgenossen sind, stehen den Männern des Umsturzes fern. Nach dem eigenen Geständniß des erstern hätte derselbe sogar noch vor zwölf Jahren den Majoritätsbeschlüssen des Reichsrathes, der empfohlenen Anknüpfung an früher bestandene Verhältnisse mit Freuden zugestimmt. Er preist die damaligen Leistungen der böhmischen Aristokratie, ihren patriotischen Sinn, ihr erfolgreiches Streben, gemeinnützige Unternehmungen aller Art zu begründen und dieselben großmüthigst und dauernd zu erhalten. Doch alles dieses, so meint unser Stimmführer in Böhmen, sei vorüber. Der Lauf von 12 Jahren scheint ihm diese Verdienste gänzlich ausgelöscht zu haben. Die letzte Zeit soll den Beweis geliefert haben, daß die jetzigen Träger historischer Namen es nicht verdienen im Vaterlande eine Stelle einzunehmen, die wenn auch ungleich der vor dem Jahre 1848 eingenommenen, doch geeignet wäre, ihr früheres Streben und ihre Neigung dem Lande, an welches sie mit festen Banden gekettet sind, durch rühmliche Thaten zu dienen und zu nützen, neu in das Leben zu rufen. Unser Politiker versichert zwar, er sei der Aristokratie durchaus nicht spinnefeind, allein aus der Verfassung müsse sie doch hinausgefegt werden, da der böhmische Adel sowohl während des Bach-Bruck'schen Ministeriums als während der letzten Reichsraths-Sitzungen, ungleich den

Digitized by Google

Ungarn, kein warmes Gefühl, keinen enthusiastischen Eifer für die Belebung des Volksgeistes gezeigt habe.

Es ist dieß eine höchst oberflächige, höchst leichtsinnig ausgesprochene Argumentation. In unsern einseitig und leidenschaftlich redigirten Tagesblättern ist man gewohnt ähnliche Behauptungen zu erblicken, allein ein Schriftsteller, der Ordnung und Gesetz, also auch historische Entwicklung und geregelte staatliche Bildung achtet, dieser sollte, wie ich glaube, mit Ruhe und Besonnenheit zu seinem Tagwerk schreiten.

Ich erinnere mich bei dieser Gelegenheit der Erlebnisse eines Mannes, der in einer nicht unbedeutenden Landstadt wohnte und dort vor dem Jahre 1848 eine verhältnißmäßig sehr bedeutende Rolle spielte. Er hatte von seinem Vater ein ansehnliches Vermögen geerbt und dasselbe in seiner Jugend nicht vergeudet. Im reiferen Alter stellte er sich an die Spitze gemeinnütziger Institute, wurde der vorzügliche Begründer eines Hospitals für Kranke, eines Armen-Versorgungshauses, einer Anstalt zur Erziehung verwahrloster Kinder, und eines großen industriellen Unternehmens, das Tausende seiner Mitbürger ernährte. Er wurde der Wohlthäter und Liebling der ganzen Bevölkerung. Allein er hatte keinen Hang für die gewöhnlichen Vergnügungen der Menge und verkehrte wenig mit den täglichen Besuchern der bürgerlichen Versammlungsörter. Man fing bald an ihn als stolz und hochmüthig auszuschreien, um so mehr da man wahrnahm, daß sein Wohlstand trotz seiner Freigebigkeit sich immer noch vermehrte. Die leichtgläubige Fama verwandelte seinen geordneten Besitz in einen fabelhaften Reichthum. Dazu kam, daß er als Vorsteher verschiedener Anstalten kleinlichen egoistischen Umtrieben einiger Spießbürger mit Kraft und Energie entgegentrat und der Wahrheit huldigend die Rücksicht auf gewisse Persönlichlichkeiten wenig beachtete. Immer mehr steigerte sich die Abneigung, die eine große Anzahl der Stadtbewohner gegen den wackern Mann hegte, und endlich artete diese Abneigung in heftigen Haß aus, als der um seine Vaterstadt vielfach verdiente Bürger von den Behörden, ja selbst von seinem Monarchen wiederholt Auszeichnungen erhielt und ihm bei der Leitung städtischer Angelegenheiten ein dirigirender Einfluß eingeräumt worden war. Da brach die Zeit der Stürme heran. Die Begebenheiten des Jahres 1848 begannen in ihrer schauerlichen Weise. Die entfesselten Leidenschaften forderten viele Opfer. Auch der Wohlthäter der erwähnten Landstadt fiel als

Digitized by Google

eines derselben. Seine Gebäude wurden verbrannt, sein Besitz verwüstet, er selbst entging kaum der Wuth des gegen ihn aufgeregten Pöbels. Leute, die für Menschenkenner gelten, behaupten, verletzte Eitelkeit und Neid seyen die einzigen Ursachen seines Falles gewesen. Ich will indeß dieser Annahme nicht ganz beitreten und bin der Meinung, des reichen Mannes nicht immer zu rechtfertigende Schroffheit und Rücksichtslosigkeit sey zum Theil von der traurigen Katastrophe die Ursache gewesen. Wie dem auch sey, das Toben des Sturmes dauerte nicht ewig. Eine ruhigere Zeit folgte der wilden Bewegung. Durch weise Sparsamkeit war unser mißhandelter Haus- und Fabriksbesitzer im Stande allmählig sein Vermögen und seine Verhältnisse wenn auch nicht zu dem frühern Glanz, doch wieder in einen geordneten Zustand zu bringen Und wie war nun in der Zeit hergestellter Ruhe die Beschaffenheit seiner Handlungsweise?

Den von ihm gegründeten und erhaltenen gemeinnützigen Instituten gab er wie früher, so viel als er dieß zu thun im Stande war, und blieb noch ein Wohlthäter der Armen und Nothleidenden. Allein nach den schmerzlichen Erfahrungen, die er gemacht hatte, nach dem Undank, den er ärntete, als er nur für das Gedeihen der Gemeinde mit eifriger Sorge bemüht gewesen war, in Folge der erlebten Mißhandlung, glaubte er es nicht mehr für angemessen, sich mit der vormaligen lebhaften Theilnahme, mit der alten kraftvollen Thätigkeit in die Angelegenheiten seiner Mitbürger zu mengen. Er zog sich von den Geschäften, welche diese letztern betreffen, zurück, hörte auf sich bei Gründung neuer Werke zu betheiligen und hielt es für klüger und den jetzigen Umständen anpassender, seiner Häuslichkeit mehr Aufmerksamkeit zu schenken und für die Zukunft seiner Angehörigen zu sorgen. Dieß um so mehr, da ja selbst die obersten Behörden wenig Kraft und Willen zeigten, seine Stellung gegen den Andrang einer ihm immer noch nicht freundlich gesinnten Menge zu schützen. Ist dem bitter getäuschten und tief verletzten Manne eine solche Handlungsweise zu verargen? — Und hat das Geschick und das Betragen unseres böhmischen Adels nicht eine auffallende Aehnlichkeit mit dem Erlebnisse und dem Thun jenes viel geprüften Stadtbürgers? —

Hat denn der Verfasser des genannten kleinen Büchleins reiflich erwogen was die Begebenheiten des Jahres 1848 aus dem Adel unseres Vaterlandes gemacht haben? — Es dürfte für Personen, die sich um unsere Zustände

Digitized by Google

bekümmern, vielleicht nicht ganz unintereſſant ſeyn, eine Vergleichung der früheren Stellung des Adels mit der ſpätern vornehmen zu können. Ich will es verſuchen, dazu nöthige Materialien zu ſchaffen und zu dieſem Zweck alle Verluſte, welche die Ariſtokratie ſeit 1848 erlitten hat, ſo weit meine Kräfte dazu reichen, zuſammen zu ſtellen.

Kaiſer Ferdinand II., der ſtrenge Richter, hatte wohl nach Bekämpfung des Aufſtandes die alten Freiheiten des Landes, welche dem Beſtand ſeines Reiches und ſeiner Herrſchaft gefärlich werden konnten, in vielen Beziehungen unterdrückt, allein die Verfaſſung wurde nicht ganz aufgehoben, ſondern nur verändert. Es war ja auch nicht das ganze Königreich Böhmen abgefallen, wie man öfters anzunehmen geneigt iſt. Die größere und gewaltigere, durch deutſchen Einfluß aufgeregte und unter deutſchen Führern (Thurn, Anhalt, Fels ꝛc.) ſtehende Partei hatte wohl die Fahne des Aufſtandes geſchwungen, allein ſehr zahlreiche Glieder der älteſten Adelsgeſchlechter, die anſehnliche Menge derjenigen, welche Katholiken geblieben waren, nahmen an der Empörung keinen Antheil. *)

Die nun veröffentlichte Landesordnung ſollte nur eine veränderte, erneuerte ſeyn und Männer des Landes, die in demſelben Anſehen und Vertrauen genoßen, wie Martiniz, Kolowrat, Czernin erhielten den Auftrag dieſelbe zu entwerfen. Ueberdieß ſuchte der Kaiſer die ihm Treugebliebenen auf jede Weiſe zu belohnen. In der erneuerten Landesordnung, die bis zu dem Jahre 1848 Geltung hatte, ſpielte der Adel und die Geiſtlichkeit die einzige Rolle von Bedeutung. Die Städte, in den durch die Reformation hervorgerufenen Wirren ſchon früher während Ferdinand I. Regierung tief geſunken, waren höchſt unvollkommen vertreten und der in dem traurigen Verlaufe der Religionskriege leibeigen gewordene Bauer zählte gar nicht.

Die Geſchichte ſteht nicht ſtille, der Lauf der Zeiten ändert die menſchliche Geſellſchaft und bringt dadurch, wenn man dieß nicht zu ſpät beachtet, auch ohne Revolutionen Umwandlungen hervor. Der Weisheit unſerer

*) Unter den treu Gebliebenen befanden ſich Herren und Ritter aus den bekannten Familien Sternberg, Martinitz, Waldſtein, Kinſky, Slawata, Czernin, Lobkowiz, Trczka, Kolowrat-Krakowsky, Liebſteinſky und Nowohradſky, Berka, Wratiſlaw, Nettolicky, Talnberg, Schwihovſky, Wrtby, Worazicky, Wřeſowicz, Lazanſky, Malowecz, Chotek, Schlick, Stampach, Kaunitz, Hrzan, Nachodſky, Chanowſky, Mladota, Aujezd, Přichowſky, Chlumčanſky und viele andere.

Digitized by Google

großen Kaiserin Maria Thereſia und ihrem edelmüthigen Sohn Joſeph II. verdankt das Land die ruhige Emancipation des unterdrückten Landmannes, verdankt der Adel, daß er nun nicht mehr mit größtentheils ſtumpfſinnigen Werkzeugen roher Gewalt zu verkehren braucht, daß er ſelbſt an Geſittung und Seelenadel ſo überaus große Fortſchritte machte. Als die Stürme des verhängnißvollen März-Monats ausbrachen, da waren der böhmiſchen Ariſtokratie noch die bedeutendſten, ſehr überwiegenden Vortheile geblieben und es hatte den Anſchein, daß dieſelben von ihrer günſtigen Stellung einen immer verſtändigern, für das Wohl des Ganzen fortſchreitend erſprießlichern Gebrauch machen werde. Die Landtage waren während langer Zeit ein leeres Komödienſpiel geworden. Ein Witzling machte den Vorſchlag, auf der Rücklehne der Sitze, welche die rothen Herren und Ritter im Landtags-Saal einnahmen, mit Kreide ein deutliches Ja zu ſchreiben, dieß dürfte genügen, um den löblichen Ständen die Ungelegenheit des perſönlichen Erſcheinens zu erſparen. Doch die Zeit, in welcher dieſe Witzworte treffen konnten, ſchien vorüber zu ſein. Nicht ſowohl an den Paragraphen der Landesordnung, als vielmehr an dem durch die Frivolität der Zeiten hervorgerufenen usus, an der insbeſonders nach franzöſiſchem Muſter verdorbenen Geiſtesrichtung (denn die Nachwehen des siècle Louis XIV. und der ſpäter eintretenden Zeitalter der Encyclopädiſten wirkten noch lange in dem 19. Jahrhundert fort), in dem Geiſte der Zeit lag es, daß der Landesverfaſſung Böhmens eine ſo äußerſt geringe Leiſtungs- und Entwicklungsfähigkeit zugeſchrieben werden mußte, und daß ſie daher in ſo großen Mißcredit gekommen war. Jeder der Herren Landſtände, wenn er nicht ganz auf den Kopf gefallen war, mußte zur Einſicht gelangen, daß die Ferdinandeiſche Verfaſſung abermals nach mehr als zwei Jahrhunderten eine Veränderung bedurfte. Dieſe konnte, wenn die Regierung, als es noch an der Zeit war, dazu hülfreiche Hand bot, auf friedliche Weiſe geſchehen. Intelligenz und Patriotismus waren allmählig fortgeſchritten. Es waren dieß zwei mächtige und löbliche Kräfte, die zweckmäßig in Thätigkeit geſetzt, die größten Schwierigkeiten überwinden konnten. Der Adel hätte dabei trotz der erſprießlichen freiern Entwicklung der andern Stände auch ſeinen wohlverdienten und wohlthätigen Einfluß behauptet. — Nicht mehr wie wohl ſonſt geſchehen mochte, bloß um in ihren Schlöſſern Theaterſtücke und Karten zu ſpielen oder einzig um die Thiere ihrer Forſte zu morden, verließen die Herrſchaftsbeſitzer die kaiſ. Reſidenz. Man hatte

Digitized by Google

längst angefangen zu fühlen, daß man gegen seine Untergebenen Pflichten auszuüben habe. Diese Gefühle wuchsen in dem Laufe der Zeit. Indem man nun die Diener mit Achtung behandelte und sie vor Nahrungssorgen bewahrte, schuf man sie zu ehrlichern Leuten um. Dieß wirkte auf das Schicksal vieler Tausende Bewohner des Landes zurück. Die Unterthanen fanden in Noth und Drangsal eine sichere Stütze. Armen-Institute mehrten sich. Ueber das Wünschenswerthe eines baldigen Aufhörens der Frohndienste gab es wohl nur eine Stimme. Die Einführung einer mäßigen Geld-Reluition der Arbeitstage machte immer größere Fortschritte und mehrere große Güterbesitzer waren mit dem lobenswerthen Beispiele voran gegangen und hatten ihre zu fordernde Robotschuldigkeit zu sehr billigem Preise von den Verpflichteten ablösen lassen.

Durch die strengste Verwaltung der Waisenkassen sicherte man den dürftigen hinterlassenen Kindern ihr Eigenthum, oft auf eine für die Betheiligten überraschende Weise und bewahrte durch Darleihen verfügbarer Kapitalien den oft unverschuldet herabgekommenen Grundbesitzer vor gänzlichem Verfall. Auch Pensionskassen wurden gegründet, und Schulen in besseren Stand gesetzt. Der Herr, welcher nun selbst seine Maierhöfe, seine Aecker und Wälder beaufsichtigte, fühlte ein lebhaftes Interesse für die Verbesserung der Landescultur. Man blieb nicht dabei stehen, an der Beschaffenheit der eigenen Güter und ihrer Bewohner einen wärmern Antheil zu nehmen, als es früher der Fall war, sondern im stolzen edlen Gefühle der eingenommenen Stellung übertrug man diese Theilnahme von dem eigenen Besitze auf die Geschicke des Vaterlandes. Gemeinnützige Institute aller Art wurden durch den Adel in der Hauptstadt des Landes, in dem ehrwürdigen Königsitze an der Moldau, gegründet; verschiedene Anstalten für wohlthätige Zwecke sowohl als für Kunst und Wissenschaft, so die Akademie der Wissenschaften, die Akademie der patriotischen Kunstfreunde, die polytechnische Schule, das Conservatorium der Musik, das böhmische Museum für Geschichte, Sprache und Naturgeschichte mit seinen großartigen Sammlungen, der Kunstverein, die Landwirthschafts-Gesellschaft, der Forst- und der pomologische Verein u. s. w. verdanken ihre Entstehung den großmüthigen Gaben und Bemühungen der Aristokratie. Prag konnte stolz sein auf seine zahlreichen, bloß durch Privatmittel gestifteten Institutionen, denn es mochte wohl wenig Städte in Europa geben, die im Verhältniß zu ihren Mitteln so viele Werke

Digitized by Google

der Nächstenliebe, des Patriotismus und der warmen Theilnahme für die höheren Interessen der Menschheit aufzuweisen haben, es erfreute sich derselben meist viel früher als die reiche große Kaiserstadt, die gewöhnlich erst nach Jahren dem Beispiel des böhmischen Adels mit Hülfe kaiserlicher Munificenz nachfolgte. Und es waren diese Unternehmungen keine prahlerischen Erzeugnisse der Eitelkeit, ihre Urheber suchten nicht die geringste äußere Auszeichnung. Sie konnten sich aber erfreuen an dem Gedeihen ihrer Bemühungen, denn das Gegründete stand auf festem Stamme und trug treffliche Früchte

Ueber die Genesis der tragischen Ereignisse des bereits öfters genannten verhängnißvollen Jahres, welches die Monarchie an den Rand des Abgrundes zu versetzen schien, ist schon so viel geschrieben und gesagt worden, daß ich kein Wort darüber verlieren will. Es trat mit ihm der Wendepunkt ein, welcher die bisherige Stellung unserer Aristokratie gänzlich umstürzte. Man machte tabula rasa und mißhandelte den Adel auf eine Weise, die in der Geschichte wohl höchst selten vorkam. Daß eine siegende Revolutionspartei bevorzugte Stände beraubte, ja vernichtete, davon kommen in der ältern und neuern Geschichte Beispiele vor, daß aber die siegende legitime Regierung gerade den Stand vernichtet, der ihr treuergeben als Stütze diente zur Bekämpfung der Männer des Umsturzes und welche stets für sie bereit war die größten Opfer zu bringen, dieß ist ein Factum, zu welchem sich kaum ein Seitenstück so leicht auffinden läßt. Es wurde freilich dem Wortlaute nach die Vernichtung des Adels nicht ausgesprochen, seine Titel blieben, allein dieß war auch Alles. Als Aristokratie von politischer Geltung, als Institution, die berufen ist, einen wohlthätigen ausgleichenden Einfluß auszuüben, die auf einer seit einem Jahrtausend bestehenden Basis gegründet, die Vermittler-Rolle zu spielen bestimmt war, als ein Körper von Bedeutung für die Entwicklung des Staates, hatte der Adel aufgehört zu seyn. Die ständische Verfassung war aufgehoben und nicht der geringste Ersatz dafür gegeben. Des Adels entscheidende Stellung bei den Landtagen, im Rath und den Versammlungen für die Angelegenheiten des Vaterlandes hörte gänzlich auf. Auch seine übrigen öffentlichen wie seine Privat-Verhältnisse, sein Ansehen und Besitz wurden auf jede Weise angegriffen und geschmälert.

Das Patent vom 7. September 1848 hob alle aus dem grundherrlichen Obereigenthum, aus dem Zehent, Schutz-, Vogt- und Bergherrlichkeit und aus der Dorfobrigkeit herrührenden Leistungen mit der Patrimonial-Gerichtsbarkeit

Digitized by Google

auf. Somit hatte ein seit vielen Jahrhunderten bestandenes Verhältniß sein Ende erreicht. Was sich während 10, 15 und 20 Generationen nahe stand, sollte jede Verbindung abbrechen und einander fremd werden. Niemand hat es bisher gewagt, das Patrimonial-Verhältniß für die jetzige Zeit besonders in Schutz zu nehmen. Ich will auch nicht dessen Lobredner werden, allein dieß erlaube ich mir doch auszusprechen, daß diese nun unwiederbringlich abgeschaffte und gewiß nicht zurückverlangte Institution auch ihre sehr lobenswerthe Seite hatte. Welcher unparteiische Mensch könnte dieß läugnen. Ich erinnere mich bei dieser Gelegenheit auf die Aeußerung eines böhmischen Bauernsohnes, den ich vor vielen Jahren in Neapel sprach, wohin er als Jäger gekommen war. Er war ein Bursche von vielen gesunden Geistesanlagen, der in der Welt etwas gesehen hatte und oft ein überraschend richtiges Urtheil aussprach. Seufzend sprach er seine Sehnsucht nach dem Vaterlande aus, trotz der im dunkeln Laube glühenden Gold-Orangen. Er versicherte, in Böhmen gefiel es ihm doch besser als in andern Ländern. Dort in seiner Heimath bestehe das rechte Verhältniß zwischen Herrn und Bauern. Ersterer könne diesem nicht schaden, sondern nur nützen und unterstützen, die Bedrückung wäre gar nicht möglich, denn dieß lasse der Stellvertreter des Kaisers nicht zu. Der Bauer aber könne sich auch nicht überheben und den Herrn spielen, was durchaus nichts tauge weder für ihn (für den Bauern) noch für das allgemeine Wohl. — Eine dergleichen Aeußerung aus dem Munde des schlichten Sohnes der Wälder scheint mir wenigstens nicht geringern Werth zu haben, als die Behauptungen unserer politischen Blätter, die noch jetzt nicht müde werden, von der in unsern Ländern bis zu dem Jahre 1848 bestandenen Sklaverei ein schauerliches Bild zu entwerfen. Uebrigens ist nicht zu läugnen, daß, bestünde noch die angefeindete Patrimonial-Gerichtsbarkeit, wir um ein sehr interessantes Werk ärmer wären, um die sieben dicken Bände des Schematismus nämlich, welche die Namen der zahlreichen, meist elend besoldeten und doch so kostspieligen Staatsbeamten enthalten. Diese würden ohne die eingetretene Umwälzung sehr viel an ihrem Inhalt und Volumen sich vermindern, und in gleichem Maße die Ausgaben der gequälten Staatscassen so wie der armen Steuerpflichtigen.

Die Justizgeschäfte, früher allerdings für den Herrschaftsbesitzer eine große Last, die er sich durchaus nicht zurück wünscht, tragen dem Staate gegenwärtig in einer Beziehung bedeutende Summen ein, allein es ist die Frage, ob dieser

Digitized by Google

Umstand ein großer Vortheil für die Betreffenden ist. Mir ist eine Waisenkassa bekannt, die dem Staate bedeutende Summen einträgt, da er Vortheile daraus zieht, die zu erheben der alten Obrigkeit strenge untersagt waren. Wenn Waisen den Zeitpunkt ihrer Großjährigkeit erreicht haben, werden sie nicht davon unterrichtet, sie erheben bisweilen noch lange nicht ihr Geld, und dasjenige, welches sie nicht begehrten, wird ihnen auch später nicht vergütet. Die Zinsen von Zinsen bis zu dem kleinsten Betrag wurden mit der genauesten Pünktlichkeit zu dem ursprünglichen Kapital geschlagen und so dasselbe auf die möglichst schnellste Art emporgebracht. Geschieht dieß auch jetzt von den Behörden, denen es die höchste und wichtigste Aufgabe ist, dem Staate Einnahmen zu verschaffen?

Auf einen äußerst wichtigen, noch immer nicht hinreichend gewürdigten Gegenstand für die Landescultur, auf die Devastation der Wälder, hat die Aufhebung des Patrimonialverbandes ohne Zweifel sehr nachtheilig eingewirkt, in höherem Maße jedoch wie es scheint in andern Ländern der österreichischen Monarchie als in unserem Böhmen, obwohl auch hier manches sehr beklagenswerthe Factum in dieser Richtung eintrat.

Ich finde mich übrigens veranlaßt, auf das bestimmteste und nachdrücklichste ein für alle Mal gegen die Annahme Verwahrung einzulegen, ich sey ein blinder Anhänger des Rückschrittes, weil ich gegen die Ansicht unserer viel verbreiteten und einflußreichen politischen Blätter mir erlaube, dasjenige nicht nachzubeten, was diese predigen, sondern Gutes und Lobenswerthes der Wahrheit gemäß auch dort zu enthüllen strebe, wo diese in parteiischer Aufregung nur Schatten erblicken. Als Feind des Umsturzes bin ich ein Freund weiser zeitgemäßer Reformen und als solcher kein Wiederhersteller abgethaner Dinge, deren Wiederbelebung mit größeren Uebeln verbunden wäre, als ihr bei den jetzigen Umständen zweifelhafter Nutzen. —

Wie ich früher bereits erwähnte, war es längst der Wunsch der meisten Herrschaftsbesitzer, daß die Frohnarbeiten recht bald durch ein gerechtes und billiges Uebereinkommen abgelöst werden, und viele Obrigkeiten haben diesen Wunsch, so viel es ihnen möglich war, durch die That bekräftigt. Allein diesen langsamen Verhandlungen, von den Behörden wenig unterstützt, machten die gewaltigen Märzstürme ein Ende. Nicht daß es geschah, aber wie es geschah, war für den Verlusttragenden von traurigen Folgen. Es handelte sich um den rechtmäßigen Besitz vieler Millionen, die man mit außerordent-

Digitized by Google

lichem Scharfsinn auf das möglichste Minimum herab drückte. Zur theilweisen Entschädigung mußte der Verlusttragende selbst noch für Dasjenige, was er bekommen sollte, beitragen, und für die Summe, die er endlich erhielt, auch Steuerabzüge sich gefallen lassen. Das Schlimmste aber dabei ist, daß die Behörden sich nicht scheuten, mit diesem den Ländern angehörenden Vermögen willkürlich zu verfügen, und statt die aus dem Grundentlastungsfonde fließenden Einnahmen zur Abzahlung durch die angeordneten jährlichen Verlosungen zu verwenden, dieß größtentheils unterließen. Indem die Staatsbehörden den viele Millionen betragenden Fond zu andern unbekannten Dingen gebrauchten, denselben ohne alle Controlle mit andern Geldern vermengten, thaten sie einen furchtbaren Eingriff in das ohnehin so verkürzte Eigenthum achtbarer Staatsbürger. — Traurig aber und verhängnißvoll war es für den ehemaligen Herrn, daß man die Sache so behandelte, als sey er bis in die neueste Zeit ein grausamer ungerechter Bedrücker seiner Unterthanen gewesen, was doch gewiß nicht der Fall war und seit Joseph II. auch gar nicht hätte seyn können. Man suchte so viel man konnte, die öffentliche Meinung zum Nachtheil des beraubten Adels irre zu führen, und noch jetzt sprechen weit verbreitete öffentliche Blätter in diesem verwerflichen Sinne.

Am 4. Mai 1849 erschien ein Patent, welches die Ablösung der aus emphiteutischen Verträgen hervorgegangenen Leistungen ausspricht. Der menschenfreundliche Kaiser Joseph II. hat den Erbpacht, die emphiteutischen Verträge, auf den Staatsgütern eingeführt und viele Private folgten dem Beispiel ihres Monarchen. Es war eine philantropische Maßregel, mit großen Opfern für die Oberherren verbunden, deren Nachfolger jetzt dafür bestraft werden sollten. Die ganze Sache bestand aus Privatverträgen, die mit dem Unterthanenverband in keiner Beziehung standen. Diese Verträge wurden nun durch eine sehr willkürliche Ablösung vernichtet. Nicht nach dem ohnehin sehr geringen Erbpachtzins wurde das abzulösende Kapital berechnet, und überdieß wurde der Oberherr gezwungen, auf den dritten Theil des so gering berechneten Werthes ganz zu verzichten. Dieß hatte zur Folge, daß bei dem Bestand der weiteren Abgaben und Lasten einer Domäne, deren Maierhofe sämmtlich emphiteutisirt waren, öfters als Ertrag gar nichts übrig blieb. Mir sind Herrschaften von bedeutendem Umfang bekannt, wo der auf diese Art vollführte ungerechte Eingriff in das Eigenthum die Summe von mehr als einer Million verschlang.

Digitized by Google

Auch die Lehensablösungen wurden aus Unkenntniß der Sache gleich den emphiteutischen Verträgen behandelt, obschon sie auf einer ganz andern Basis standen. Dabei aber wurde mit gleicher Unbilligkeit vorgeschritten. Hier ist noch der Umstand zu bemerken, daß bei allen Regulirungen der verschiedenen Ablösungen fast immer der ordentliche gewissenhafte Zahler vor dem liederlichen Wirthe, der seine Schuldigkeit nicht entrichtete, das Kürzere zog.

An demselben Tag wie dies letztere Patent am 4. März erschien auch die bekannte Reichsverfassung, die jeden Unterschied zwischen dem Adel und den andern Ständen, jedes Privilegium, also auch den eigenen Gerichtsstand, die Befreiung von gezwungenem Militärstande ꝛc. aufhob, daher auch gleiche Behandlung bei der Rekrutirung und bei allen übrigen Einschreiten der Behörden festsetzte.

Eine eigene Ministerial-Verordnung hob die Befreiung von Militär-Einquartirung und Vorspannsleistung auf. Nach dem Wortlaut des auch für alle Schlösser geltenden Erlasses soll sich der Besitzer derselben im Falle der Einquartirung mit einem einzigen Gemach für sich und seine Familie zufrieden stellen. Ich kann mir das spöttische Lächeln des guten Bureaumannes vorstellen, als er diesen Erlaß niederschrieb, sein vergnügtes Aussehen bei dem Gedanken, einer stolzen Durchlaucht etwa ein Schnippchen geschlagen zu haben, denn wenn er auch so viel Verstand besaß, um einzusehen, daß die Consequenzen der angeordneten Albernheit wohl kaum je zur Ausführung kommen dürften, so machte es ihm doch Vergnügen zeigen zu können, er sey weit höher gestellt, als der Herr mit 32 oder 64 Ahnen, der sich nun vor jedem geschäftigen Commissär, jedem rohen Ortsvorstand beugen sollte.

Der Erlaß des Ministeriums vom 27. Juni 1849 brachte abermals neue Nachtheile für die gestürzte Guts-Obrigkeit. Durch denselben wurden folgende Gerechtsame ohne Entschädigung aufgehoben.

a) Das Blumensuch- und Weiderecht, so wie die Brach- und Stoppelweide.
b) Der Bier- und Branntweinzwang.
c) Die patent- und kontraktmäßigen Arbeitsleistungen der unbefelderten Häusler.
d) Das Heimfall-, Einstands- und Vorkaufsrecht.

Digitized by Google

e) Das Recht auf den Bezug von Grundbuchs- und anderen Taxen ꝛc.
f) Das Fischereirecht auf fremden Gründen.
g) Das Eigenthumsrecht auf die im Fruchtgenuß der Unterthanen befindlichen uneingekauften Bauerngründe.
h) Die rückständigen Fristenzahlungen von den bedungenen Einkaufsgeldern.
i) Die Waisendienste.
k) Spinnschuldigkeiten.
l) Zinse für den Weinausschank.
m) Gewerbezinse und andere Leistungen.

Gegen Entschädigung wurden aufgehoben:

a) Leistungen in Naturalien, als Getreide, Mohn, Hühner ꝛc.
b) Leistungen durch Arbeit, jene sub e) ausgenommen.
c) Geldabgaben.
d) Leistungen aus Abolitions- und Reluitionsverträgen.

Das Vernichten wohlerworbener Rechte und unbestrittenen Eigenthums durch einen Federstrich ohne alle Entschädigung, verurtheilt sich durch sich selbst. Ueber die Beschaffenheit der sogenannten Entschädigungen habe ich bereits gesprochen.

Ein Patent vom 7. März 1849 hebt das Jagdrecht und alle Leistungen für Jagdzwecke ebenfalls ohne alle Entschädigung auf. Es war dieß abermals ein empfindlicher Schlag für die Berechtigten. Güter wurden noch vor kurzer Zeit blos wegen der Jagd, gekauft, diese Summen waren nun verloren. Doch nicht blos der Ertrag der Jagd der in manchen Gegenden bedeutend war, verschwand; weit empfindlicher war es für den Herrn des Dominiums, als dieser Geldverlust, in seiner Lieblingsneigung so hart getroffen zu werden, um so mehr da das neue Jagdgesetz zu großer Verwirrung, Aufregung und Willkürlichkeiten Anlaß geben mußte.

Endlich am 17. März 1849 erschien das provisorische Gemeindegesetz, wie so vieles andere ein Werk des Büreaumannes. Dieses versetzte nun vollends die bisherige Obrigkeit in ein abhängiges Verhältniß zu seinen bisher unterthänigen Gemeindvertretern. Der gebietende Herr wurde dadurch nicht nur in eine gleiche Stellung zu seinem frühern Unterthan gebracht, sondern er wurde unter ihn gestellt. Der unwissende Bauer, der öfters nicht schreiben konnte, sollte der Vorgesetzte seines gebildeten reichen Herrn werden.

Digitized by Google

Der Erlaß vom 2. October des Justizministers schien nur gegeben, um den vorigen Gutsherrn abermals eine Unannehmlichkeit zu bereiten. Es wurde nämlich in Folge desselben angeordnet, die Vorschrift vom 17. September 1821 wieder aufzuheben, durch welche der Obereigenthümer jedesmal darüber verständigt werden sollte, so oft die Person des Nutznießers seiner Gründe, die letzterer nur bedingungsweise benützte, sich veränderte.

Am 10. October 1849 erschien das Patent, welches die Besteuerung der Häuser auf alle Gebäude ausdehnte, auch wenn sie keinen Zins abwerfen, also eine bloße Last sind, wenn sie nur bei einem Orte liegen, in welchem die Hälfte der Häuser einen Zins abwerfen Für viele Schlösser und herrschaftliche Gebäude wurde dadurch eine Abgabe gefordert, deren Besitz dem Eigenthümer ohnedem nur eine jährliche bedeutende Ausgabe verursacht.

Am 29. October 1849 abermals ein neues Patent und eine neue Last. Die Einkommensteuer wurde eingeführt als eine directe Abgabe. — Die Verordnung vom 3. Jänner 1850 enthält die Regulirung des Botenwesens. Die Auslagen für dasselbe, so wie für die Krankenhäuser, für sämmtliche Sanitätsangelegenheiten, für den Straßenbau ꝛc. werden in dem Umkreis der neuen Verwaltungsbezirke, in den verschiedenen Gemeinden nach dem Steuergulden repartirt werden. Die einstige Obrigkeit, deren Verband mit den Gutsbewohnern man gelöst hatte, wurde nun gezwungen, sehr bedeutende Opfer für Diejenigen zu bringen, die sie auf ausdrücklichen hohen Befehl doch nichts mehr angehen sollten. Die alten Herschaftsbesitzer zahlen oft bei einer Gemeinde mehr Steuer als alle Gemeindeinsassen zusammengenommen, da erstere ausgedehnte Waldstrecken, Hutweiden, Teiche ꝛc., wenn auch bisweilen gar keine Hütte bei dem Dorfe besitzen. Weil sie nun das meiste für ihre außerhalb des Ortes gelegenen Gründe zu zahlen haben, so sind sie auch genöthigt, den größten Theil der Ausgaben für Gegenstände zu entrichten, die nur den Dorfbewohnern zu Gute kommen. Mehrere Patente vom März und Juli 1850 hoben ebenfalls sowohl die bisher ausgeübte berggerichtliche, berglehnsämtliche und bergpolizeiliche Patrimonialverwaltung und Substitutionen, wie die seit den Bergwerksverträgen der Jahre 1534 und 1575 den Grundherren zugesicherten Genuß des Bergbauzehnt's gänzlich auf. Herrschaften, in den Steinkohlenbezirken gelegen, wurden durch



Digitized by Google

diesen Machtspruch um einen sehr großen, wenn nicht den größten Theil ihres Werthes gebracht.

Somit fielen alle Gerechtsame ständischer Obrigkeiten. Noch aber war es damit nicht abgethan. Die gestürzte auf den Grundbesitz basirte Aristokratie sollte noch ferner Bedrückungen erleiden.

Eine neue Anordnung trug den ehemaligen Obrigkeiten auf, das Schulbeheizungsholz nach wie vor verabfolgen zu lassen. Man unterstützte ohnedem die armen Lehrer und Schulen, doch der erwähnte Befehl war wohl nicht im Einklang mit den neuen Verhältnissen. Endlich wurde noch das alte Eigenthumsrecht der Gewässer, der Zins für Fischereien in Flüssen und Bächen durch die Entscheidung vom 22. April 1857 aufgehoben. Die Veränderung des Wasserbenützungsrechtes hätte Gelegenheit geboten, ein für die Landescultur äußerst wichtiges Gesetz über die Bewässerung der Wiesen und Weiden zu erlassen, ein Gesetz, das in Oesterreich den Grundbesitzern noch immer mangelt, während es bei unsern Nachbarn längst Segen und Wohlfahrt verbreitet. Ein solcher Fortschritt des allgemeinen Wohls hätte dem Vaterlandsfreunde manches Opfer vergessen gemacht, allein zarte Rücksichten hielten davon ab ein solches Gesetz zu geben; denn man hütete sich irgend jemand zu verletzen außer den Stand, welchen man den bevorzugten nannte und der nun durch Unterdrückung der bevorzugte war. Eine bedeutende Anzahl Müller hätte sich nicht herbeigelassen freiwillig, selbst nur das für ihr Gewerbe überflüssige Wasser für gewisse Stunden herzugeben. Man konnte diese ehrlichen Leute nicht dazu zwingen, also mußte die allgemeine Landescultur schweigen und den kürzern ziehen. Der Grundreichthum, diese festeste und hauptsächlichste Basis des österreichischen Staates, die einzige Hülfe in immer drohender werdender Finanzverlegenheit, konnte durch ein Ministerium der Landescultur nicht geweckt und befördert werden, welches seiner wichtigen Aufgabe so wenig gewachsen war. Es war ein Name, den man auch bald wieder beseitigte. Die pompösen landwirthschaftlichen Ausstellungen halfen nichts, sie wurden nur gehalten, um Effect zu machen, um Sand in die Augen zu streuen und um auch hiedurch zu beweisen, daß man mit dem alten Oesterreich ganz gebrochen habe, mit der alten fast sprichwörtlich gewordenen Bescheidenheit. Was halfen derlei eitle Ostentationen, wenn es an dem Willen gebrach, das Uebel durch praktische und gründliche Heilmittel zu beheiligen. Trotz der gepriesenen Bauern-Emancipation machte im

Digitized by Google

Allgemeinen die Landescultur wenig Fortschritte, denn der so furchtbar steigende Luxus, die Geldbedürfnisse, die Spekulation nahmen alle Mittel in Anspruch. Die außerordentliche Zunahme der gerichtlichen executiven Feilbietungen auf dem Lande, deren Anzahl in manchen Gegenden das vier- und sechsfache beträgt von den während dem Bestand der Patrimonialverhältnisse in gleicher Zeit geschehenen, so wie die Vermehrung der nöthigen Einfuhr fremden Viehes, um den inländischen Bedarf zu decken, wie dieß die angefertigten Tabellen des verdienten Ministerialrathes von Kleyle bewiesen, diese beiden immer ungünstiger sich gestaltenden Verhältnisse sind nicht geeignet das Herz des Patrioten zu erfreuen.

Für den Grundbesitz im Allgemeinen waren wenige Maßregeln in der neuern Zeit so drückend, wie die Einführung der oft unerschwinglichen Besitzveränderungsgebühren, welche noch zu der ohnehin so ungeheuer angewachsenen Grundsteuer hinzukamen, so daß es in ganz Europa wohl kein Land gibt, in welchem verhältnißmäßig zu seinem Vermögen im Durchschnittt ein Bewohner so viel Abgaben zu bezahlen hat, als der Bewohner Böhmen's. Wenig Wirthschaftsbesitzer gibt es deren Gründe ganz schuldenfrei sind. Folgen mehre Todesfälle in einer Familie in kurzer Zeit, so daß der Sohn dem Vater nach wenigen Jahren im Besitz folgt, so ist der Wohlstand selbst reicher Familien untergraben. Die angesehensten Häuser können dadurch zu Grunde gehen. Es ist wohl nicht oft geschehen, daß man so hart und schonungslos den Kindern ihr väterliches Erbstück zahlen ließ.

Das unglückliche sogenannte freiwillige National-Anlehen vom Jahr 1856, durch dessen Hilfe man in den Stand gesetzt wurde, Oesterreich in Europa gänzlich zu isoliren und für diese Absicht 40000 brave Krieger in Galizien zu opfern, war eine neue schmerzliche Last für den großen und kleinen Grundbesitz. Ungeachtet des Wortes freiwillig, fanden es die Behörden für angemessen, den Grundbesitzer zwangsweise zu taxiren und so im Widerspruch mit dem allerhöchsten Willen, das Vertrauen der Völker zu untergraben. Alle Servituten auf Grund und Boden sollten abgelöst werden, auch die sogenannten gemeinschaftlichen Gründe, welche die Gemeinden meistens fälschlich als Gemeindegründe betrachteten. Es lag im Geiste der Zeit, daß man gewöhnlich nur die Entlastung der frühern unterthänigen Grundstücke berücksichtigte.

Daß in Ungarn die Gläubiger der großen Grundbesitzer die Grundentlastungs-Papiere an Zahlungsstatt nach dem ursprünglichen Nominal-



Digitized by Google

werth annehmen mußten, obschon gerade in Ungarn der Werth dieser Papiere viel tiefer gesunken war, als in Böhmen, wo dieß zur Erleichterung der Herrschaftsbesitzer nicht gestattet wurde, — dieser Umstand war nicht geeignet, die geopferte Klasse treuer Staatsbürger zu beruhigen.

Auch an dem ehrwürdigen Bollwerk unseres Credits, an einer Institution, wegen der andere Länder Böhmen seit Jahrhunderten beneiden konnten, an der ständischen Landtafel schien man rütteln zu wollen. Schon hatten sich Stimmen erhoben, welche meinten, diese aus dem Mittelalter stammende Einreichtung sei nicht im Einklang mit den neu eingeführten Verhältnissen. Man fing damit an zum Nachtheil der Besitzer und Gläubiger die Feilbietung bedeutender Güter nicht mehr wie bisher bei dem Sitze des obersten Landesgerichts, bei der Landtafel, sondern in entfernten unbedeutenden Oertern vorzunehmen. Das Weitere sollte noch folgen. —

Die umfangreichsten Staatsdomänen, manche reich an historischen Erinnerungen, alte Königssitze, stets als Landeseigenthum betrachtet, fielen der leidigen Finanzverwaltung zum Opfer. Ihr Verkauf an die Bank, so wie der Verkauf der Staatseisenbahnen und so vieler großer mit einem außerordentlichen Produktenreichthum ausgestatteter Grundflächen an Personen des Auslandes konnte der Aristokratie sowohl in Hinsicht ihres Interesses als ihrer Gesinnung ebenfalls nicht gleichgiltig bleiben.

Auch die Einführung des neuen Münzfußes im J. 1858, durch welche eine Annäherung mit Deutschland bewirkt werden sollte, in unserm Lande aber zum Nachtheil der ärmsten Classe viel Verwirrung und eine Vertheuerung der nöthigsten Bedürfnisse herbeiführte, auch diese Maßregel traf den großen Grundbesitzer, indem derselbe seinen Dienern zur Ausgleichung des Gehaltes diesen vermehrte, welches, wenn auch für den einzelnen Empfänger von keiner großer Bedeutung, für den Geber, der eine zahlreiche Menge Leute ernährte, eine ziemliche Summe in Anspruch nahm.

Das systematische Streben, den Adel zu Grunde zu richten, zeigte sich auf jede Weise. Nachdem man seine politische Stellung vernichtet, sein Eigenthum, seine Sympathien (für sein engeres Vaterland, das in dem centralisirten Staate aufgehen sollte), seine materiellen Interessen und Neigungen (die Jagd ꝛc.) schonungslos verletzt und auf die raffinirteste Art geschmälert und seine Zukunft untergraben hatte, suchte man nun auf seine geistigen und moralischen Eigenschaften nachtheilig einzuwirken. Der Adel

Digitized by Google

sollte ein Gaukelspiel der Eitelkeit werden. Letztere wurde so viel als möglich aufgestachelt In leere Titeln sollte er den größten Werth legen. Diese und Orden wurden im reichlichsten Maaße verliehen; und auch an Spielzeug sollte es nicht fehlen. Ansehnliche Preise wurden für Wettennen bestimmt, trotz des großen Mangels an Geld für Zwecke der Wissenschaft und Kunst. Auch ermunterte man die früheren Herren, Jagden zu pachten, welche man ihnen geraubt hatte. Um dem Ganzen die Krone aufzusetzen, wnrde Alles aufgeboten, die einst so stolze Aristokratie in den Wirbel der Geldspeculation zu ziehen. Die Vertreter des conservativen nnd stättigen Princips, der Loyalität und Ordnung sollten an dem Geld- und Börsenschwindel und endlich an der Anbetung des Mammons Antheil nehmen. – Es war nicht genug, dem stolzen Baum die fruchtbringenden Aeste abzuhauen, er sollte an den Wurzeln vergiftet werden. — Wahrlich unser Adel hat eine furchtbare Feuerprobe ausgehalten! —

Ich habe zu zeigen versucht, in welche mißliche Verhältnisse die Aristokratie durch die fortgesetzten Angriffe der Regierung gebracht wurde, durch die Regierung, welche obgleich siegreich, doch Diejenigen, die sie unterstützten, nicht nur verließ, sondern mißhandelte. Es muß jetzt noch eines Umstandes gedacht werden, der wesentlich beitrug, die Lage des böhmischen Adels höchst traurig zu machen. Die Leiter der Staatsgeschäfte hätten wohl unterlassen, in ihrem bezeichneten Wege stets weiter fortzuschreiten, wenn sie nicht gewußt hätten, die Aristokratie werde auch von anderer Seite bedroht, die gefürchteten Männer der Bewegung seyen ihre heftigsten Gegner. Die Behörden glaubten sich zu stärken, wenn sie den Strom der Bewegung von sich auf ihre angefeindeten Freunde ungestört lenken ließen, und diese opferten. So schien denn der Adel nirgends eine eigentliche feste Stütze zu haben, weder in den obern Regionen noch in den untern. Die Massen des Volkes waren ihm zwar nicht feindlich gesinnt. Die Zahl der Personen mehrte sich, welche zur Einsicht kamen, daß die historische Aristokratie dem Lande doch auch vieles Rühmliche brachte und eine neue Geld-Aristokratie jener kaum vorzuziehen sey. Es traten häufig Vorfälle ein, die den Beweis lieferten, daß noch manche Erinnerungen den Landmann an seine alten Herren fesselten. So sind mir Beispiele bekannt, daß nach einer Feuersbrunst ehemalige Unterthanen unaufgefordert ihrem frühern Herrn Baumateriale unentgeltlich zuführten, daß nach einer Ueberschwemmung Dorfinsassen verloren gegangene

Digitized by Google

Bauholzvorräthe des Nachts mit Gefahr und Anstrengung ihrem alten Herrn retteten, und dieß am folgenden Morgen bei dem Amte anzeigten, ohne eine Belohnung zu verlangen. Andere ernannten ihre frühern Gebieter zu Gemeindevorständen, verrichteten freiwillig die Robot bis zu dem letzten Termin, und widerstanden sogar der allgemeinen Jagd-Leidenschaft. Diese Vorfälle geschahen indeß freilich nicht in den deutschen Gegenden des nördlichen Böhmens, in welchen die Aufklärung so große Fortschritte machte, daß bereits vor dem Jahre 1848 dort in den jetzt völlig verschuldeten und früher so wohlhabenden Dörfern Seidenstoffe und deutsche Uebersetzungen der classischen Werke Sue's und Dumas sehr gebrauchte Artikeln waren.

Allein die Wortführer der Bewegung, die Verfechter der neuen Ordnung, ruhten nicht die Menge aufzuregen und zu beherrschen. Wir haben im J. 1848 gesehen, wie jene gegen den Adel sich aussprachen, wie selbst Personen, die glühende Patrioten, auch einflußreiche Staatskundige seyn wollten, und überdieß in der Geschichte des Landes wohl erfahren waren, durch Leidenschaft verblendet von der gänzlichen Abschaffung des Adels in der beibehaltenen erblichen Monarchie fabelten. Die Thoren, Titeln konnten sie nehmen, die Spitzen des Baumes, aber die historischen Namen nicht und nicht die Gesinnung. — Da trafen es die Andern besser, die wie wir oben gesehen haben die Wurzeln zu vergiften strebten. — Somit schien der unglückliche Adel, wie jener reiche Stadtbürger, von dessen Geschick ich früher berichtete, überall Undank zu ärndten. Was sollte er nun beginnen? — Er schien in seiner Wesenheit vernichtet, ohne Einfluß, ohne Geltung, ohne Stütze. — Ist es zu wundern, daß er nicht mit demselben freudigen Selbstgefühl im Lande zu wirken fortfuhr, daß er sich mehr zurückzog und denjenigen sein Vertrauen nicht schenkte, die sich so bestimmt gegen ihn ausgesprochen hatten? —

Trotz aller erlebten Calamitäten entzog er indeß doch nicht den von ihm gestifteten gemeinnützigen Vereinen und Anstalten seine jährlichen Unterstützungen. In zwei Richtungen, in welchen zu wirken man ihn nicht hindern konnte, blieb er mit richtigen Takte insbesondere seinem Berufe getreu. Er fuhr fort, wenn auch nicht an dem Sitze der kaiserlichen Statthalterei so doch auf seinen Landsitzen einen großen, ja meist den größten Theil des Jahres im Vaterlande zu verweilen und dort wie sonst, als er noch Unterthanen hatte, für den Unterhalt einer großen Anzahl hilfsbedürftiger Be-

Digitized by Google

wohner durch Arbeitgeben und Geschenke zu sorgen, und er fuhr fort mit angeborner Loyalität seinem viel geprüften Kaiser treu und redlich nach seinen Kräften zur Seite zu stehen. So wie einst auf den Schlachtfeldern von Aspern, Leipzig und Brienne drängten sich seine Söhne nach den Feldern von Custozza und Novara, von Comorn und Temeswar, von Magenta und Solferino, um dort zu bluten. Ohne Widerrede, ohne Murren ertrug der Adel die ungeheuern Opfer, die man wie wir gesehen haben ihm aufbürdete, die seine Existenz in Frage stellten, aus keiner andern Rücksicht, als weil er in dieser Zeit unheilvollen Schwankens und allgemeiner Verwirrung vor allem eine Stütze des Rechts und der Ordnung bleiben wollte. —

Wenn man mit Ruhe und ohne vorgefaßte Meinung den Gang der letzten Jahre verfolgt und die Schilderung des plötzlichen Sturzes der mächtigen, reichen, in der Geschichte wurzelnden österreichischen Aristokratie, wie ich sie hier zusammen zu stellen versuchte, vor Augen hat, so muß die nach solchen Prüfungen bewiesene Loyalität und Mäßigung billig Verwunderung erregen. Ich glaube nicht, daß in einem andern Staate Europas eine gleiche Opferbereitwilligkeit bei ähnlichen Vorgängen je vorgekommen ist. Wer behauptet, der böhmische Adel habe seine noblesse oblige vergessen, hat, wenn nicht eine absichtliche Unwahrheit, doch gewiß eine irrige Ansicht ausgesprochen. —

Die Stimme aus Böhmen spottet darüber, daß der Adel sich so angelegentlichst um den Zuckerrübenbau, um Brennereien und Ackerbau bekümmert. Ist dieß wirklich zu tadeln? — Ich glaube vielmehr sich an die Spitze fortschreitender Boden-Cultur zu stellen, sey gegenwärtig eine der rühmlichsten Aufgaben unserer Aristokratie. Nur in dieser Richtung durfte sie sich schmeicheln, auf ihren ausgedehnten Gründen ersprießlich wirken zu können. Sie ist zu loben, daß sie dieß nicht unterließ, obgleich eine dreifache Steuer für einen und denselben Gegenstand sie leicht hätte abschrecken können; denn sie wurde dadurch die Wohlthäterin vieler Tausende unbemittelter Arbeiter. Die außerordentlich vielen Gegenstände, die man zur Erzeugung des Zuckers braucht, zur Erbauung und Einrichtung so vieler industrieller Unternehmungen benöthigt, waren Ursache, daß nach allen Seiten hin, selbst in fernen Gegenden die wohlthätigen Folgen auf Production, Erwerb und Lohn nicht ausblieben. Der Einwurf, daß hierdurch der Adel sich der Geld-Spekulation beigesellte, ist aus der Luft gegriffen. Es gibt vier Abstuffungen des Geld-

Digitized by Google

Erwerbes durch Arbeit. Der Banquier, der Börsenmann spekulirt allein mit dem Gelde. Der Kaufmann kauft Waaren und verwandelt diese in Geld, der Fabrikant und Handwerker verfertigt die Waare und veräußert sie, der Grundbesitzer endlich verwerthet dasjenige, welches ihm sein Boden gewährt, und war immer darauf angewiesen dieses in einem Zustand zu verwerthen, der seine Bestrebungen am meisten lohnt. Er verwandelt seit Jahrhunderten seinen Waizen in Mehl, seine Gerste und Hopfen in Malz und Bier, Korn und Erdäpfeln in Branntwein, Holz und Erze in Kohlen und Eisen, und endlich gegenwärtig seine Rüben in Zucker.

In dieser Zeit, in welcher der große Grundbesitzer so sehr bedroht und gefährdet wird, bleibt die Verbindung der Landwirthschaft mit der Industrie seine einzige Zuflucht, das letzte Mittel seinen Wohlstand zu erhalten. Dieß mögen wohl seine Feinde eingesehen haben, denn sie ruhten noch nicht. Auch dahin drangen die rastlosen Verfolger. Alle Zweige der Administration, Finanz, Justiz und politische Behörde bedrängten den Aristokraten viribus unitis auf jeder Stätte. Abgesehen davon, daß man gerade jetzt, in dem Momente, in welchem der Grundbesitzer so viel Geld brauchte, um den Verlust der Robot, den Mangel an Arbeitskraft für Gründung industrieller Unternehmungen, rationellerer Bodenbearbeitung und endlich um die Ausgabe für die ungeheuern Steuern zu decken, daß in einem solchen Augenblick die Behörde dem Bedürftigen das Geld durch Ermunterung des Schwindels und der Spekulation wie durch hartnäckige Verweigerung sehnlich gewünschter solider Landeshypotheks-Kassen fortwährend entzog; so wurden auch die mühsam errichteten Eisen-, Spiritus- und Zuckererzeugungs-Anstalten directe auf das feindlichste angegriffen und durch immer wachsende Abgaben, durch Chicane aller Art gefährdet und dabei eine büreaukratische Demoralisation gefördert. Daß die großen Grundbesitzer durch Beharrlichkeit und Intelligenz diese Schwierigkeiten zu besiegen strebten, kann ihnen nicht übel genommen werden. —

Jedes patriotische Gefühl soll dem böhmischen Adel entschwunden sein, haben ja doch Träger historischer Namen ihre Paläste für Kasernen verwenden lassen, so spricht unser politischer Schriftsteller. Wie ungerecht die ausgesprochene Folgerung der erwähnten Thatsache ist, geht aus dem Umstande hervor, daß gerade Derjenige, welchen diese Beschuldigung treffen könnte, zu der Zahl böhmischer Adeligen gehört, die das lebhafteste Interesse an dem

Digitized by Google

Schicksal und der Entwicklung ihres Vaterlandes und der Nationalität ihrer Väter nehmen. Ein Festklammern an halbverfallene Räume, deren alten Glanz man gezwungen war zum Wohl des Staates für Kranke und Nothleidende zu opfern, ein mißglückter Versuch, die einstige Pracht, dasjenige, welches dem Verfall unwiederbringlich entgegen ging, zum Nachtheil seiner Angehörigen herzustellen, hätte nach meiner Ansicht etwa als Zeichen von Eitelkeit angesehen werden können, doch nie als ein Beweis von Patriotismus. Die halbe Ruine in Grundbesitz zu verwandeln, erscheint mir eher als ein Unternehmen, die Bande, welche an das Vaterland fesseln, zu verstärken als dieselben zu vermindern.

Daß die böhmische Aristokratie, wie der Stimmführer aus Böhmen bemerkt haben will, „Besitzungen, deren Namen im Gedächtniß von Generationen mit dem Ruhme einheimischer Familien verflochten ist, vergeudet und verschleudert hat," ist mir durchaus unbekannt. Im Gegentheil glaube ich die Ansicht aussprechen zu dürfen, daß diese geschmähte und verfolgte Aristokratie, trotz der mißlichen Zeitumstände und dem allgemeinen Hang größern Procentengewinn zu erzielen, als Acker und Forst abwerfen können, daß der Adel darin eine Ausnahme macht, an seine Schlösser und Gründe sehr fest hält, und nur im äußersten Fall der Noth, mit dem bittersten Gefühle der Wehmuth, von seiner angestammten Besitzung sich trennt. Einzelne, gewiß sehr wenige Individuen, die etwa mit meinen in diesem Aufsatze aufgestellten Behauptungen im Gegensatz seyn dürften, kommen nicht in Betracht. Wie viele Adeliche sich bei dem Naučni Slovnik betheiligten, ob nicht etwa manche bedauerten, daß die Matice česká darunter leiden könnte, ob es auch nicht welche gibt, die der Meinung sind, die großen Summen, welche das čechische Theater in Anspruch nehmen sollen, könnten zweckmäßiger und wohlthätiger für die Erreichung anderer wichtigerer nationaler Bestrebungen angewendet werden, dieß bin ich leider nicht im Stande zu sagen, und habe auch gar nicht die Absicht, über die angedeuteten Fragen eine bestimmte Meinung auszusprechen. —

Angenommen indeß, der Adel Böhmens habe während der letzten zehn Jahre wirklich nicht so warmen und lebhaften Antheil genommen an der geistigen Entwicklung seines Vaterlandes, als dieses vor dem Jahre 1848 der Fall war, was ist daraus zu folgern? Wäre diese Annahme richtig, so würde gerade dieser Umstand gegen die übereilte Folgerung unseres Politi-

Digitized by Google

kers sprechen. Es handelt sich hierbei nicht um Individuen, sondern um ein Princip, das richtig bleibt, so lange die Beschaffenheit des Menschengeschlecht's sich nicht völlig geändert hat, um eine Institution, die eine erbliche Monarchie für die Dauer nicht entbehren kann.

Waren die Menschen plötzlich anders geworden? wurden sie plötzlich unfähig für die höhern Interessen ihrer Mitbürger, für den Ruhm und die Ehre des Vaterlandes lebhaft und warm zu fühlen? Die Menschen blieben dieselben, aber ihre Verhältnisse nicht. Und weil dem so ist, weil der Adel, wenn er zum Titel-Adel herabsinkt, stets seinem eigentlichen Beruf entfremdet wird, so soll er ja nicht mehr irgend eine politische Geltung erlangen? — Weg mit dem Adel, so rufen unsere Liberalen. Dieß heißt so viel, als „Weg mit der Stütze meines alten Gebäudes, dieses soll ganz ohne dieser bestehen, denn die Stütze selbst hat kein neues Ansehen mehr; weg mit den Eichen meiner Garten-Anlagen, denn die eine Eiche hat einige dürre Aeste bekommen" *).

Die Stimme aus Böhmen sagt, der Adel sollte sich gegenwärtig mit seiner hervorragenden socialen Stellung begnügen. Ist diese wirklich so beneidenswerth? und ist dieselbe für die Zukunft gesichert? Aus was besteht denn ihre Stütze? — Etwa aus Diplomen und Titeln? — Doch diese haben in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts keinen allzu großen Werth, falls nicht andere Dinge damit verbunden sind. — Oder besteht die Basis jenes gesellschaftlichen Verhältnisses vielleicht in der größern Entwicklung geistiger Bildung? Daß diese letztere in unserer Zeit lange nicht mehr im ausschließlichen Besitz eines einzelnen Standes ist, weiß aber Jedermann. Geld und materieller Reichthum werden doch nicht die eigentlichen Ursachen sein, die den Adel in seinem Ansehen zu erhalten bestimmt sind? Die Anzahl der christlichen und jüdischen Börsenmänner, welche ihn in dieser Rich-

*) Ich hörte einst einen bekannten österreichischen Staatsmann abgeschaffte Staatseinrichtungen mit einem abgehauenen Baum vergleichen. „Ein Baum, der umgehauen ist, grünt nicht mehr, auch wenn man ihn wiedereinsetzt," so meinte der Staatsmann. Richtig und doch falsch. Staatsformen sind keine Naturprodukte, sie sind Menschenwerke, an denen Jahrhunderte und viele weise erfahrene Männer bauten. Darum beeile man sich nicht mit dem Abhauen und Einreißen. Wenn ich einen Theil meines alten ehrwürdigen Baues, weil dieser einen Mackel bekam statt ihn zu putzen und herzustellen, einreiße, so gefährde ich das Ganze und Zweckmäßigkeit und Harmonie

Digitized by Google

tung übertreffen, wächst von Jahr zu Jahr. Was bleibt daher unserer Aristokratie zur Begründung ihrer Stellung noch übrig? — Allenfalls ihre historischen Namen und die Festigkeit ihrer Principien, ihre Ehrenhaftigkeit. — Das sind aber innere Eigenschaften, die im gewöhnlichen Alltagsleben nicht immer Gelegenheit finden, an das Tageslicht zu treten. Ihr Vorhandensein dürfte indeß wohl auch dazu beitragen, die größere Wirksamkeit des Adels im öffentlichen Leben für die Zukunft wünschenswerth zu machen.

In früherer Zeit, in welcher der Adel die höchste Stelle einnahm, nach allen Richtungen wirken konnte, und von größtem Einfluß war, konnte man, wie die böhmische Stimme sagt, „mit Stolz und Verehrung auf ihn blicken," gegenwärtig aber nach seinem Sturze, nach seiner Unterdrückung durch die vereinten Kräfte seiner oben und unten stehenden Feinde, ist er ganz aus der Art geschlagen, und daher für immer verurtheilt. Ist dieß nicht ungerecht, und liegt der Gedanke wohl fern, daß es für das allgemeine Beste wünschenswerth wäre, ihn wieder in eine Lage zu versetzen, in der seine alte Opferbereitwilligkeit, nicht bloß für seinen Kaiser und für die Bewohner seiner Besitzungen, in welchen Richtungen dieselbe sich nie verminderte, sondern für das Interesse des Landes seiner Väter abermals sich bethätigen würde? Wenn wirklich, wie behauptet wird, zehn Jahre hingereicht hätten, die Theilnahme für vaterländische Angelegenheiten zu lähmen, so dürfte eine längere Dauer der Unthätigkeit vollends von großem Nachtheil seyn. Soll die adeliche Jugend immer nur darauf angewiesen werden, im eitlen Tand Beschäftigung zu finden? soll sie fortfahren, nutzlos Zeit und Talent zu vergeuden? Die Sitzungen des verstärkten Reichsraths haben zwar bewiesen, daß es der Aristokratie nicht an politischen Fähigkeiten mangelt, allein die Ungarn gaben den Impuls und den Ausschlag. Von Jugend auf gewohnt, mit Stolz auf seine Heimath zu blicken und sich in Beredsamkeit zu üben, hat der Ungar in dieser Beziehung große Vortheile errungen über den Adel der andern österreichischen Länder. Soll dieß immer so bleiben? Eine erbliche Monarchie ohne Aristokratie erhält sich für den Augenblick bloß durch den unumschränkten Despotismus eines gewaltigen und gewissenlosen Herrschers, oder sie wird der Spielball entfesselter Leidenschaften, und geht mit schnellen Schritten ihrer Auflösung entgegen. Auf rein demokratischer Basis baut man, insbesondere in unsern Tagen, keinen großen Staat mit monarchischer Spitze. Wird aber die Richtigkeit dieses Satzes anerkannt, so dürfte

Digitized by Google

die Wahl zwischen einer schwachen, eitlen, erschlafften Titel-Aristokratie und einem gesunden, kräftigen, wirksamen Adelskörper wohl nicht schwer seyn. Indem die Rangstufen des Adels immer schärfer ausgeprägt wurden, spaltete und schwächte man ihn dadurch. Die Aristokratie, in eine falsche Richtung gedrängt, sollte daran gewöhnt werden, den höchsten Werth untergeordneten Dingen beizulegen. Sie sollte vergessen, daß nichts die Kleinlichkeit der gehegten Ansichten und somit eine gewisse Geistesschwäche mehr charakterisirt. als eine auf Vorurtheile gegründete Ueberschätzung geringfügiger Gegenstände. Eine solche hat nothwendig die Vernachlässigung des wichtigern und wichtigsten zur Folge und dieser verhängnißvolle Umstand muß allmählig zum Untergange führen. Es gab eine Zeit, in welcher die vornehmen Herren ganz gemächlich auf einer prachtvollen Marmortreppe empor stiegen und der gaffenden Menge großen Respect einflößten. Die solide Marmorstiege hat sich in eine Leiter verwandelt, von deren morschen Sprossen ganz zu Oberst die Durchlaucht auf die ihm zunächst, jedoch tiefer stehende Erlaucht, in gleicher Weise die Erlaucht auf den Hochgeborenen, dieser wieder auf den Hochwohlgeborenen, letzterer auf den bloß Wohlgeborenen, der Wohlgeborene auf den Edelgeborenen, und zuletzt der Edle auf den am Boden stehenden Unedlen nicht ohne Geringschätzung blickt. Diese Herren mögen sich noch so sehr an das schwache Holz, auf dem sie stehen, klammern; wenn sie keine bessere und sicherere Stütze finden als diese, so dürfte schwerlich aus ihrer Mitte ein kräftiger Herakles erstehen, der den Mann am Boden, den modernen kampflustigen Anthäus zu besiegen im Stande wäre. Am Ende würde sich etwa herausstellen, daß die einfache uralte Feststellung unserer páni und vladiky solider und zweckmäßiger war, als der ganze deutsche Firlefanz. Während jene des Volkes Leiter waren, blieben die Herren auf der Leiter dem Volke fern. Nur eine durch den ihm eingeräumten politischen Einfluß erwachte und belebte Thätigkeit ist im Stande, den Adel aus seiner verhängnißvollen Lage zu bringen und ihm eine Zukunft zu sichern. — Derselbe sey eine Stütze des Gesetzes, ein Hort gegen das in unsern Tagen oft nur allzuheftige Anstürmen rastloser Bewegung, sein edles Streben sey darauf gerichtet, Kunst und Wissenschaft zu fördern, und den Ruhm des Vaterlandes zu vermehren.

Soll dieß aber geschehen, so lasse man den Adel nicht völlig aufgehen in den übrigen Classen der Gesellschaft. Man gönne ihm seine Entwicklung,

Digitized by Google

wie er diese seinen übrigen Staatsgenossen gern zukommen lassen wird, denn auch der Adel hat gelernt, die Berechtigung der Zeit zu achten, auch er ist hellsehend genug, um einzusehen, daß ein Zurückgehen auf den alten Standpunkt zum Verderben führen müßte. Damit aber der Adelige Andern seine volle aufrichtige Achtung schenken könne, will auch er von diesen geachtet werden. Er fordert gleiches Recht und eine Stellung, die ihn und seine Jugend vor Erschlaffung schützt. Nur durch Wirksamkeit kann er sich erhalten, nur durch diese ist er im Stande im Herzen des Volkes neue Wurzeln zu treiben, und dauernd für das Heil des Ganzen das Seinige beizutragen.

In Oesterreich, und insbesondere in unserm Böhmen, wo so viele Elemente eines reichen, historischen, patriotisch-gesinnten Adels noch vorhanden sind, wäre es ein Verbrechen, ihn verkümmern zu lassen. Wenn bei dem Vergleich der englischen Aristokratie mit der unsrigen stets der Nachtheil auf die letztere fällt, so vergesse man nicht, daß der brittische Lord, in Böhmen geboren und erzogen, in politischer Beziehung ein ganz anderer Mensch geworden wäre. Geburt, Erziehung, Verhältnisse bestimmen den Menschen. Mögen sich die Umstände nicht so gestalten, daß unsere Aristokratie, statt wie einst beneidet, in künftigen Tagen nur mißachtet werde. Dieß aber wäre nicht bloß für dieselbe sehr traurig, sondern gewiß auch für König und Vaterland.

Wir begrüßten den großherzigen Entschluß unseres Kaisers, den Völkern Oesterreich's politische Rechte einzuräumen, mit freudigem Herzen. Man will für immer mit einer absoluten Herrschaft brechen. Eine freisinnige Verfassung soll künftig das Glück und die Wohlfahrt der Völker begründen — Elemente zur Realisirung dieses allgemein gehegten Wunsches mögen bei uns noch gegenwärtig in einem reichern Maße vorhanden sein, als in manchem andern Staate, der seit Generationen in blutigen Wirren nach Freiheitsphantomen ringt. Als der erste Napoleon (noch mehr parvenu als sein Neffe) im Jahre 1815 nach Frankreich zurückkam, drang eine mächtige Partei darauf, daß der gewaltige Mann seinem Kaiserreiche eine liberale Constitution verleihe. Doch der große Menschenkenner antwortete: „C'est impossible car la France n'a plus d'aristocratie.“ Die Freunde der Freiheit meinten dieser Umstand sei gerade kein so bedeutendes Hinderniß. Napoleon aber erwiederte: „Sans une aristocratie, la constitution n'est q'uun balon qui s'envole dans l'air.“ Unsere scharfsichtigen Zeitungsschreiber, deren berühmte

Digitized by Google

Namen ich wohl nicht zu nennen brauche, sind indeß anderer Meinung. Sie mögen ohne Zweifel mehr Erfahrung, Menschenkenntniß und Weisheit besitzen, als der kleine Corse besaß, der die Welt erzittern machte. Indeß gibt es doch Personen, zu denen auch ich mich zähle, die an der Richtigkeit ihrer Ansichten bescheidene Zweifel hegen, und welche denken, das eifrige unausgesetzte Streben, solide Bausteine fortzuschaffen, die zur Aufführung eines dauerhaften Staatsgebäudes unumgänglich nöthig sind, dürfte dem Vaterlande einst schlechte Früchte bringen.

In der edlen Absicht unseres Monarchen liegt es, alle Nationalitäten des österreichischen Staates und alle Stände desselben an den eingeräumten Rechten Theil nehmen zu lassen. Ein Ueberwiegen des einen Theils, eine gestattete freiere Entwicklung gerade des Landes, das abgefallen und schuldig gewesen war, würde zu der verderblichen Meinung führen, daß nur Diejenigen begünstigt werden, die Besorgnisse einflößen. Völker und Stände würden dadurch tief verletzt. Auch der böhmische Adel wäre es, wenn er die Wahrnehmung machen müßte, daß in allen Nachbarländern, in Ungarn, Preußen, Baiern u. s. w. die Aristokratie eine bedeutende politische Wirksamkeit entwickeln kann, und nur in den deutsch-slavischen Ländern Oesterreichs dieselbe von dem Schauplatz staatlicher Thätigkeit entfernt gehalten werde. Doch hoffen wir, daß dieß nicht geschehe. Eine neue Epoche beginnt. Die Tage sind vorüber, in welchen man auf die verkehrteste Weise, durch Unterdrückung angeborner historischer Sympathien, einen anbefohlenen Patriotismus für das gewaltsam büreaukratisch centralisirte Oesterreich schaffen wollte, in welcher man der Jugend die Geschichte des Vaterlandes, im Bette des Prokrustes eingezwängt, vortrug. Indem man vom Schreibtische aus patriotische Regungen hemmte, rief man gerade hierdurch Sondergelüste wach. Die Zeit bleibe uns stets fern, in welcher eine Aeußerung des böhmischen Patriotismus verpönt schien, und selbst die freie Entwicklung der Sprache, des legitimsten geistigen Verkehrsmittels, von vielen Seiten beanstandet wurde*). Einem Volke, das eine glorreiche Ge-

*) Ein deutscher Literat, der sich im österreichischen Hauptquartier befand, trat nach einem der siegreichen Treffen des ersten piemontesischen Feldzuges, in eine Hütte, in welcher sich gerade leicht verwundete österreichische Soldaten befanden. Eintretend begrüßte er die ruhenden Krieger und begann zu ihrem Lobe von der Tapferkeit des deutschen Kriegers und von der Vortrefflichkeit der deutschen Armee zu sprechen. Ein Ungar antwortete ihm mit einem derben magyarischen Fluch, ein gastfreier Czeche trug

Digitized by Google

schichte besitzt, eine Helden-Reihe aufzuweisen hat, die von Samo, dem Franken-Besieger bis zum Vater Radetzky 1000 Jahre umfaßt, das schon vor Jahrhunderten einer blühenden Literatur und ausgezeichneter Künstler sich erfreute, welches jetzt noch, weit über seine Gränzen, Millionen Brüder zählt, und an Intelligenz und Leistungsfähigkeit keinem seiner Nachbarn zurück steht, einem solchen Volke muß volle Anerkennung zu Theil werden.

Dieses Volk vergesse aber auch nicht die Lehre, die seine ereignißreiche Geschichte deutlich ausspricht. Diese zeigt auf mehreren ihrer Blätter, daß so oft das theuere Vaterland durch den Heldenmuth, den Scharfsinn und die patriotische Hingebung seiner treuen Söhne zu ungewöhnlicher Blüthe empor gestiegen war, stets ein Ueberschäumen des allzu lebendigen Nationalgefühls, ein Ueberschreiten legitimer Berechtigung die geliebte Heimath in namenlosen Jammer und Elend stürzte, so durch die Reaction, die gegen den großen und weisen Reformator Otakar eintrat, deren Folge die Marchfeldschlacht war, so nach den unglückseligen Heldenthaten der blutigen Rächer Hußen's, so endlich durch das Herbeiführen der Weißenberger Schlacht. Dieser Umstand liefert den Beweis, wie unweise es ist der Meinung zu huldigen, ein eifriges Betreiben der Geschichte Böhmens, eine wahrheitsgetreue Schilderung der tragischen Geschicke des Landes, könne leicht gefährlich werden für die Interessen und die Festigkeit des Gesammtstaates. Von der andern Seite aber spricht dieser Umstand für die Weisheit Derjenigen, die das edle Nationalgefühl ihrer Landsleute hochachtend und dasselbe mit ihnen theilend, die Berechtigung desselben von unklugem Uebergreifen unterscheiden, und letzteres aus wahrer Liebe zum Vaterlande nicht billigen können. Glaubt man etwa die Hemmung des Ueberschreitens einer aufgeregten Nationalität sei mit der Anerkennung ihrer Entwicklung nicht zu vereinigen,

---

lächelnd dem Gast einen Theil seines schimmlichen Brotes an, das er eben verzehren wollte, ein Pole leichten Sinnes begann ein polnisches Lied zu singen, und ein Romäne endlich, der die meisten Schmerzen haben mochte, wies dem Fremden mit unverständlichen Lauten die Thüre. Trotz dieses Empfanges schrieb doch der patriotische Germane von den Thaten der deutschen Armee. — Ein Heer, dessen weit größere Hälfte aus Slaven besteht, von welchem nur beiläufig $^1/_4$ deutsch ist, soll dieses immer nur ausschließend den Deutschen zum Ruhm gereichen? Daß so oft der östreichische, aus dem Ostreich stammende Staatsbürger, für gleichbedeutend mit dem deutschen angesehen wurde, hat dem völkerverbindenden schwarz-gelben Banner bereits vielen Nachtheil gebracht.

Digitized by Google

so wird hierbei übersehen, daß jeder reißende Strom durch solide Uferdämme auf ein bestimmtes Flußbett angewiesen werden kann, daß aber nur dann die Dämme reißen, wenn sie das Abfließen hindern sollen. Meine Warnung schließt nicht die vollste Ueberzeugung aus, eine warme thatkräftige Vaterlandsliebe, die Begeisterung für alles Schöne, Gute und Edle, für die Pflege der Wissenschaft und Kunst in dem Lande dem man angehört, sei eine der rühmlichsten Eigenschaften des Eingeborenen. Ein Staat, der diese heiligen Gefühle unterdrücken wollte und in dieser Unterdrückung seine Sicherheit sucht, begeht einen Frevel, der sich an ihm einst rächen muß. Mit diesem festen Glauben an der Berechtigung des Nationalgefühls ist jedoch die Annahme sehr leicht in Verbindung zu bringen, daß gegenwärtig uns vor allem nicht Einheit aber Einigkeit Noth thut. Möchte die alte wohlbekannte Geschichte der zusammengebundenen und dann vereinzelten Pfeile bei uns keine Anwendung finden! Mögen alle Nationalitäten Oesterreichs und alle Stände der einzelnen Länder unter dem schwarzgelben Banner fest zusammenhalten und den Stürmen siegreich trotzen, die von allen Seiten heranziehen. Es ist wahrlich keine Zeit für inneren Hader und kleinliches Gezänke.

Suum cuique sei unser Wahlspruch.

Digitized by Google

Digitized by Google

**PRAG.**

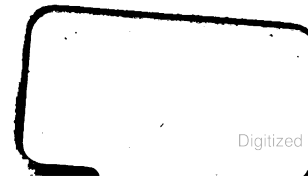
Druck der k. k. Hofbuchdruckerei von Gottlieb Haase Söhne.

1861.

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google



Digitized by Google